

2026

2036

2050



Une autre Vision de l'Économie

Dettes

Drogue

Exportations

Nouveaux Piliers

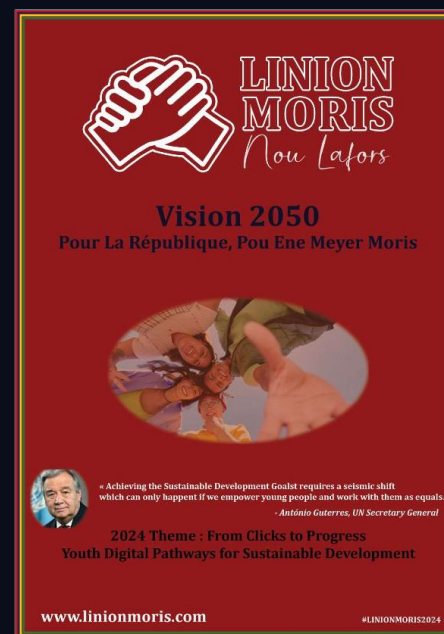
Mafia

Inaction

Emplois

PIB

Émigration



Pouvoir d'Achat Roupie Dollar

Frustration

Désespoir

Pour qui?



EXCHANGE RATE SOVEREIGNTY

How much more local currency it takes to buy a dollar — and a euro

January 2015 to 2026 · indexed to 100 at start · a higher line means the hard currency became more expensive

Mauritian rupee

+51% vs USD · **+56% vs EUR**

a dollar now costs half again as many rupees

Singapore dollar

-6% vs USD · **-3% vs EUR**

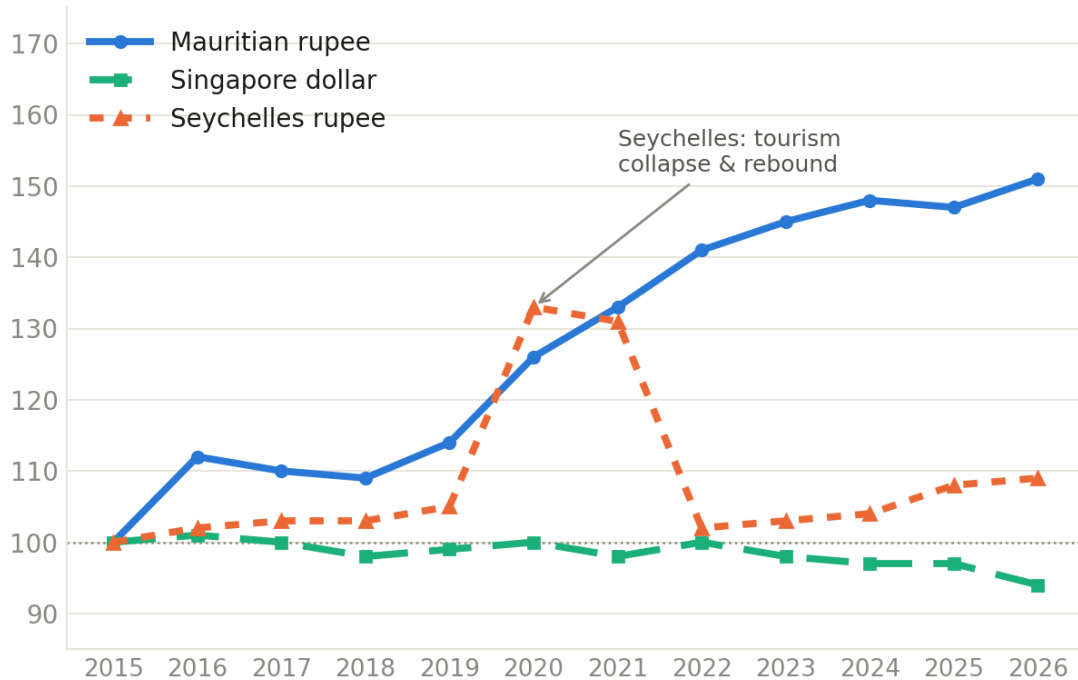
the dollar got cheaper in SGD — a rare feat

Seychelles rupee

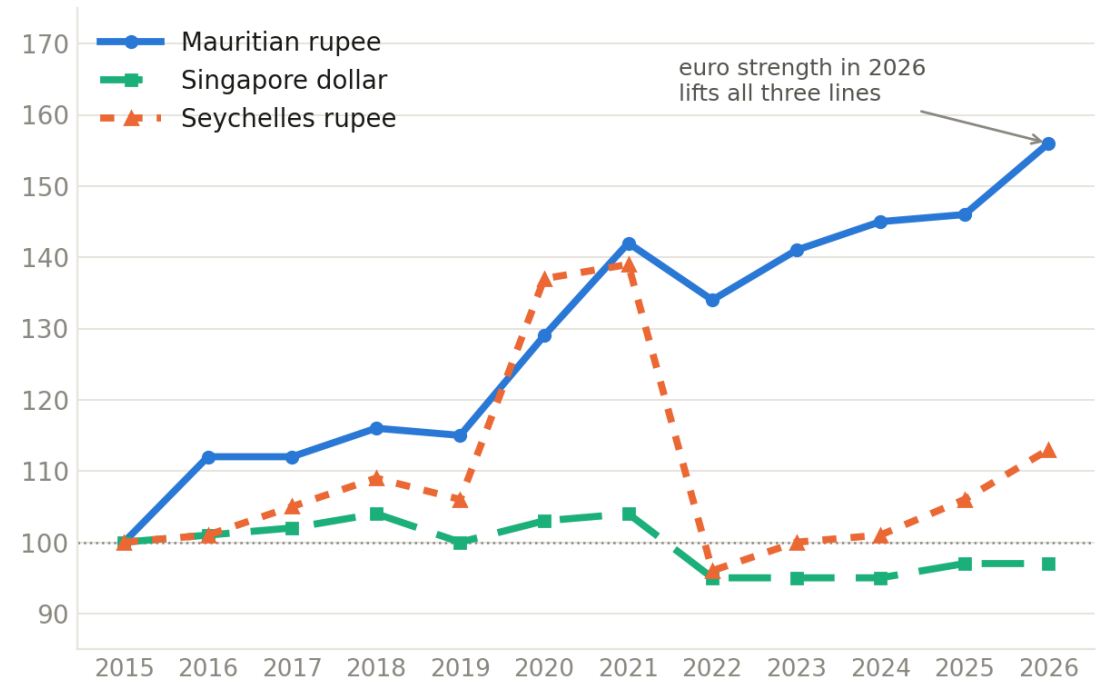
+9% vs USD · **+13% vs EUR**

roughly stable, but a violent COVID spike

Cost of the US DOLLAR (2015 = 100)



Cost of the EURO (2015 = 100)



LE COÛT DE L'INACTION

LES RÉSULTATS DE L'ACTION

Consultation Public

Open dialogue

Pourquoi un autre modèle économique?

Création de sept clusters, financement, gestion de la dette, et ce que la population y gagne entre 2036 et 2050

\$3,90 Md

PHASE 1

7

CLUSTERS

33

SLIDES

2050

HORIZON

INVESTIR aujourd'hui · **TRANSFORMER** demain · **PROSPÉRER** pour toujours

2026 : LE POINT DE DÉPART

La situation réelle de Maurice aujourd'hui. Aucune projection — uniquement des faits constatés.

IN ACTION 1/5

88,6 %

DETTE / PIB

contre 64 % il y a quinze ans

9,8 %

DÉFICIT BUDGÉTAIRE

du PIB, structurel

90,9 %

ÉNERGIE IMPORTÉE

Rs 70 milliards par an

-\$2,5 Md

BALANCE COMMERCIALE

déficit permanent

12 000

DÉPARTS PAR AN

Mauriciens qualifiés

16,8 %

CHÔMAGE DES JEUNES

malgré les diplômes

0

SECTEUR NOUVEAU

créé depuis 2005

Rs 47,80

POUR 1 USD

roupie en érosion continue

SANS ACTION — LA ROUPIE S'EFFONDRE

Tendance historique : -3,1 % par an, projetée jusqu'en 2050 sans intervention structurelle.

IN ACTION 2/5



Tout ce qui est importé double de prix

Riz, lentilles, médicaments, pièces automobiles, électroménager, carburant, matériaux de construction.

Le salaire réel baisse chaque année

Même avec des augmentations nominales, le pouvoir d'achat recule car les importations coûtent plus cher.

La dette de l'État explose en roupies

Chaque dollar emprunté coûte deux fois plus à rembourser en 2050. L'impôt doit augmenter pour compenser.



SANS ACTION — LA JEUNESSE PART

Sans secteurs nouveaux, il n'y a pas de carrières complexes. Sans carrières, le talent s'en va.

IN ACTION 3/5

300 000

soit près d'un quart de la population actuelle

Mauriciens qualifiés partis entre 2026 et 2050

Le pays forme, l'étranger encaisse

Chaque diplômé représente des années d'investissement public. Le rendement part à Londres, Sydney, Paris ou Toronto.

Aucune carrière complexe disponible

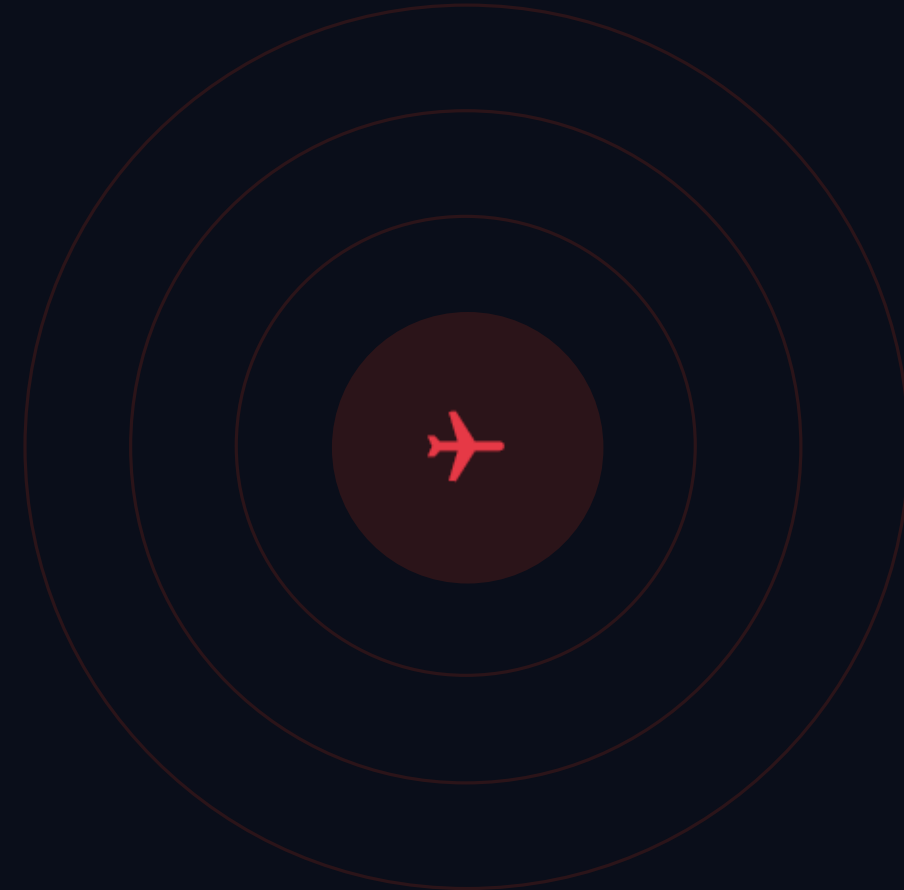
Ingénierie énergétique, biotechnologie, recherche, industrie de pointe : ces métiers n'existent pas à Maurice faute de secteurs.

Le vieillissement s'accélère

Les jeunes partent, les retraités restent. Le ratio actifs/retraités se dégrade et la dépendance aux travailleurs étrangers augmente.

Les familles se séparent

Le coût humain ne se mesure pas en PIB : des parents vieillissent seuls, des enfants grandissent loin de leurs grands-parents.



SANS ACTION — LA DOUBLE HÉMORRAGIE

Deux fuites permanentes que rien n'arrête : la dette improductive et la facture énergétique.

IN ACTION 4/5

LA DETTE QUI NE PRODUIT RIEN

88,6 %

de dette/PIB — et ce ratio ne descend jamais

Elle finance

subventions, salaires, transferts courants

Elle produit

aucun actif, aucun revenu futur

Remboursée par

de nouveaux impôts ou plus de dette

Elle lègue

une facture à nos enfants

L'ÉNERGIE QUI PART EN DEVISES

\$40 Md

cumul 2026-2050 sorti définitivement du pays

Chaque année

\$1,55 Md de carburant et charbon importés

Chaque choc pétrolier

se répercute directement sur vos factures

Chaque roupie

enrichit un pays producteur, pas Maurice

Aucun actif

créé en échange de cette dépense

LA FACTURE TOTALE DE L'INACTION

Ne rien faire n'est pas gratuit. Voici le prix, cumulé sur une génération.

INACTION 5/5

Scénario « statu quo » — projection 2026 → 2050 sans intervention structurelle de l'État

\$40 Md

DEVISES PERDUES

facture énergétique cumulée,
sortie définitive du pays

300 000

DÉPARTS

Mauriciens qualifiés émigrés
sur une génération

Rs 96

POUR 1 USD

pouvoir d'achat divisé par deux
sur les importations

88 %+

DETTE / PIB

aucune marge budgétaire,
impôts en hausse permanente

0

SECTEUR NOUVEAU

aucune diversification,
mêmes dépendances qu'en 2005

-50 %

POUVOIR D'ACHAT

sur le panier importé
d'un ménage moyen

L'inaction n'est pas la prudence. C'est le scénario le plus coûteux — et le seul dont personne ne rend jamais compte.

(c) Dev Sunnasy

6 / 46

IL EXISTE DEUX DETTES

Toute la thèse tient dans cette distinction. Ce n'est pas le montant qui compte — c'est l'usage.



LE MODÈLE 1/4

LA DETTE DE CONSOMMATION	
Finance	subventions, salaires, transferts courants
Produit	aucun actif, aucun revenu futur
Rembourse	par de nouveaux impôts ou de la dette
Lègue	une facture aux générations suivantes
Résultat	64 % → 88,6 % de dette/PIB en 15 ans

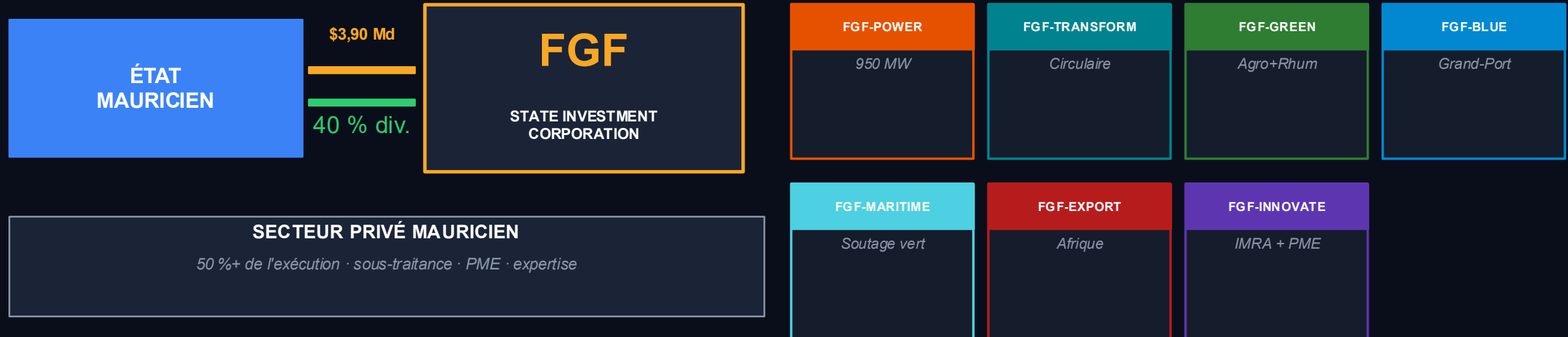
LA DETTE D'INVESTISSEMENT	
Finance	centrales, terminaux, flottes, usines, fermes
Produit	des actifs qui génèrent des revenus
Rembourse	par les revenus des actifs eux-mêmes
Lègue	un patrimoine productif à la nation
Résultat	88,6 % → 44 % de dette/PIB en 10 ans

Singapour l'a fait en 1974 avec Temasek — S\$518 Md aujourd'hui. La Norvège en 1990 — \$2 000 Md.
Le Maroc en 2007 avec Tanger Med — 1er exportateur automobile d'Afrique.

ARCHITECTURE DE LA FGF – Future Generations Fund

100 % détenue par l'État · 50 %+ de l'exécution sous-traitée au privé · Modèle SCE singapourien adapté à Maurice

LE MODÈLE 2/4



Le modèle SCE singapourien appliqué à l'Afrique

- Le FGF soumissionne d'État à État sur les grands contrats africains
- Elle l'emporte sur la crédibilité diplomatique de Maurice
- Elle sous-traite 80 à 100 % de la livraison aux entreprises mauriciennes
- Elle encaisse 12 à 18 % de marge — le privé accède à un marché continental

Les garde-fous inscrits dans la loi

Conseil indépendant	majorité non politique · sièges BAD, SFI, Norfund
Audit international	comptes IFRS publiés · rapport annuel public
National Audit Office	audit de conformité déposé au Parlement
Règle budgétaire	dividendes = investissement et désendettement uniquement
Phase 2 conditionnelle	libérée seulement si la Phase 1 est rentable

LE MÉCANISME — EN SIX ÉTAPES

Comment \$3,90 milliards empruntés deviennent un revenu permanent pour l'État.

LE MODÈLE 3/4

1 EMPRUNTER

\$3,90 Md à 4,1 % auprès de la BAD, de la Banque mondiale, du marché obligataire et du fonds norvégien.

2 INVESTIR

100 % du capital placé dans sept clusters productifs — aucune roupie en dépense de fonctionnement.

3 PRODUIRE

Les actifs entrent en service : électricité, méthanol vert, produits de la mer, cannabis, contrats africains.

4 ENCAISSER

\$2,02 Md de revenus en Année 5, \$3,72 Md en Année 10. Bénéfice net croissant chaque année.

5 REMBOURSER

Dette intégralement soldée en Année 9 — par les revenus des actifs, jamais par l'impôt.

6 PROSPÉRER

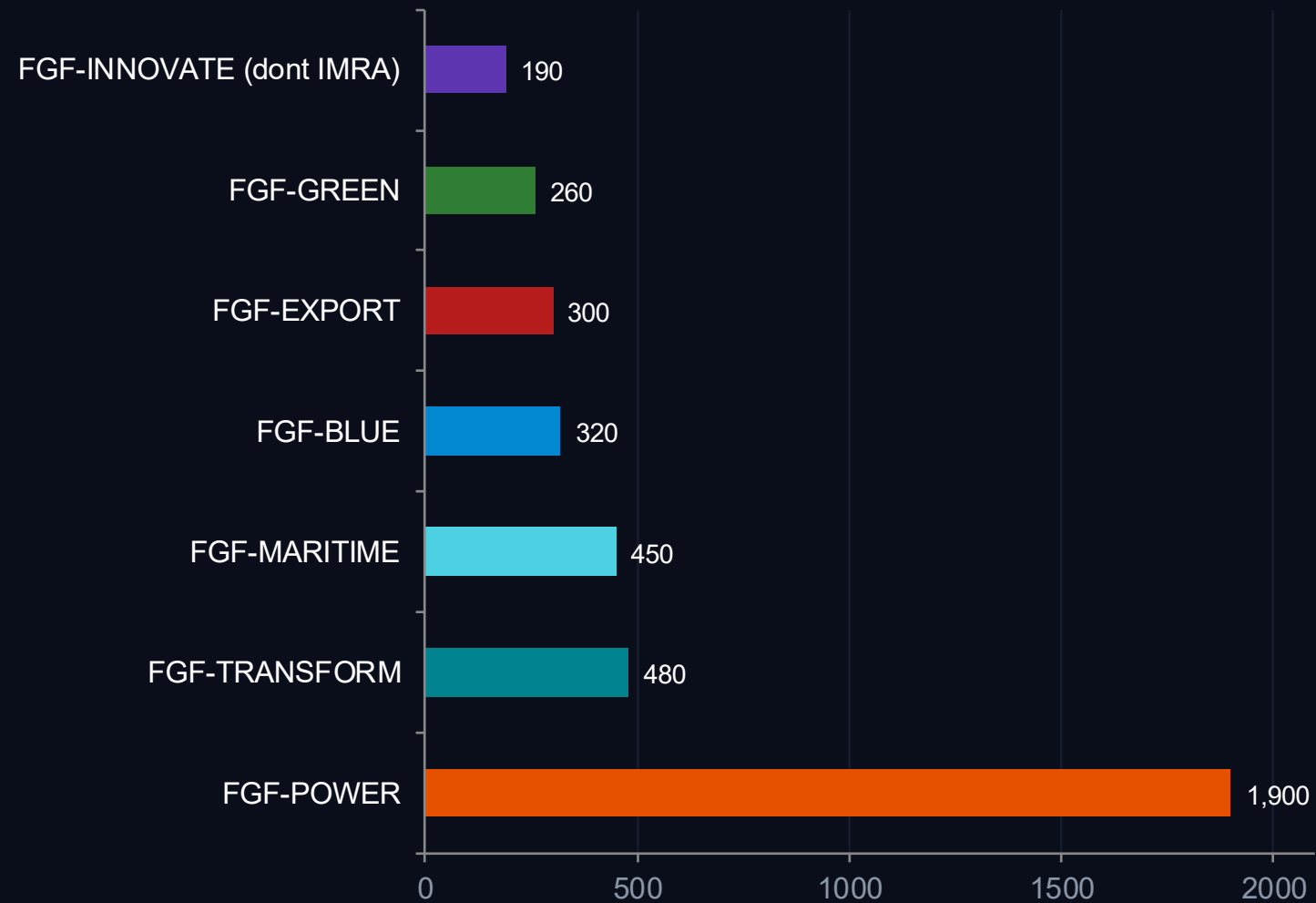
Les actifs restent. 40 % du bénéfice net revient à l'État chaque année, pour toujours.

ALLOCATION DU CAPITAL — \$3,90 Md

Phase 1, déployée entre 2026 et 2030 · Sept clusters · Taux mixte 4,1 %



LE MODÈLE 4/4



\$3,90 Md

TOTAL PHASE 1

2026 – 2030

+\$2,0 Md

PHASE 2

conditionnelle, Année 5

4,1 %

TAUX MIXTE

sur quatre tranches

\$160 M

INTÉRÊTS ANNUELS

pendant la période de grâce

Année 9

DETTE SOLDÉE

les actifs restent

POURQUOI LES GARDE-FOUS — AVANT LA FGF

Confier \$3,9 milliards à une entité publique sans verrous, ce n'est pas un risque : c'est une machine à capture. Les garde-fous ne retardent pas le FGF — ils la rendent finançable.

GARDE-FOUS 1/6

01 LE RISQUE EST STRUCTUREL

Sept clusters, des centaines de contrats, des licences de très forte valeur, des acquisitions foncières. Chaque décision discrétionnaire devient un point de pression. Un seul scandale majeur suffit à tuer le programme — et à discréditer l'idée même d'un État investisseur pour une génération.

02 C'EST UNE CONDITION DE FINANCEMENT

La BAD, la SFI et Norfund appliquent leurs propres règles fiduciaires et peuvent suspendre les décaissements. Aucun ne signe sur un dispositif qui ne satisfait pas leurs standards. Ces textes ne sont pas une contrainte politique que l'on s'impose : ce sont les conditions d'accès au capital.

03 C'EST CE QUI FAIT BAISSER LE COÛT

Temasek publie ses comptes depuis 1974. Le fonds norvégien publie chaque ligne de son portefeuille. Ce n'est pas de la vertu affichée : c'est ce qui leur permet d'emprunter moins cher que les autres depuis cinquante ans. La transparence a un rendement mesurable.

04 RIEN DE TOUT CELA NE RETARDE LA FGF

Quinze jours pour trois textes courts, trente jours pour l'accès à l'information. Ces lois se votent pendant que le montage financier se boucle et que les études techniques se lancent. Aucune ne dépend du FGF ; aucune ne se trouve sur son chemin critique.

**Un programme qui commence par se rendre contrôlable emprunte moins cher qu'un programme qui se contente de promettre qu'il sera honnête.
La différence de taux se compte en centaines de millions sur dix ans.**

LES PREMIERS TEXTES — QUATRE LOIS INDISSOCIABLES

Quatre textes votés avant toute décision d'investissement. Ils ne fonctionnent qu'ensemble : chacun est inopérant sans les trois autres.

GARDE-FOUS 2/6

1	PUBLIC OFFICERS' PROTECTION ACT <i>Jour 1-15 · Article 4(1)</i> Clause indispensable Le délai de prescription passe de deux à dix ans, et il est suspendu tant que les faits ont été activement dissimulés. Dans Dooboree v MRA (2025 SCJ 341), les biens du plaignant sont saisis en 2003 ; l'administration ne l'informe qu'en 2020 ; sa plainte de 2022 est jugée prescrite. Dix-sept ans de silence.
2	PUBLIC INTEREST DISCLOSURE ACT <i>Jour 1-15 · Protection des lanceurs d'alerte</i> Champ d'application Secteur public et parapublic — et toute personne signalant des faits relatifs à un contrat financé par des fonds publics, quel que soit son employeur. Plus de la moitié de la valeur du FGF part au privé. Le fonctionnaire signe un décompte qu'il ne peut vérifier ; l'employé du sous-traitant sait ce qui a été livré.
3	OFFICIAL SECRETS ACT — AMENDEMENT <i>Jour 30-45 · Le verrou principal</i> Sept modifications Protection restreinte à cinq catégories définies · primauté de la FOIA et de la PIDA · défense d'intérêt public · Conseil des ministres ouvert à dix ans. Le texte de 1972 fait de la communication une infraction pénale. Un agent placé entre une obligation administrative et une infraction choisira toujours le code pénal. L'OSA doit être amendé AVANT la loi d'accès à l'information.
4	FREEDOM OF INFORMATION ACT <i>Jour 45-60 · Le droit de demander</i> Conditions de réussite Exceptions minimales avec clause d'intérêt public supérieur · publication proactive · Information Commissioner aux décisions contraignantes. Sans l'amendement à l'OSA, cette loi ne fonctionnera pas — et l'échec sera imputé à la FOIA, ce qui rendra une seconde tentative impossible pendant une décennie.

LES TRENTE PREMIERS JOURS — LES VERROUS

L'accès à l'information, puis six verrous inscrits dans les statuts du FGF dès sa constitution. Aucun n'ajoute une étape d'autorisation.

GARDE-FOUS 3/6

FREEDOM OF INFORMATION ACT

Sous 60 jours

Exceptions minimales

avec clause d'intérêt public supérieur permettant de passer outre

Publication proactive par défaut

des catégories entières de documents publiées sans qu'il faille les demander

Information Commissioner

aux décisions contraignantes, non consultatives

Gratuité ou frais symboliques

une tarification tue une loi d'accès plus sûrement qu'une exception

Six verrous inscrits dans les statuts du FGF

1 Publication de tous les contrats

Standard OCDS, au-delà de Rs 5 M, sous 30 jours, en format exploitable. Accélère la commande publique : plus de soumissionnaires, meilleurs prix.

2 Bénéficiaires effectifs obligatoires

Aucun contrat à une société dont les bénéficiaires ultimes ne sont pas déclarés. Supprime le prête-nom, véhicule habituel du trafic d'influence.

3 Licences de cannabis par enchère scellée

Supprime la plus grande décision discrétionnaire du programme. Rapporte davantage à l'État et va plus vite qu'une procédure d'évaluation.

4 Plafond sur les avenants

Toute modification au-delà de 10 % de la valeur initiale exige l'accord du conseil et publication. C'est par les avenants que se fait l'essentiel du détournement.

5 Registre ouvert des sous-traitants

Critères objectifs, registre public, tout qualifié peut soumissionner sur tout lot. Encadre les 50 %+ de valeur qui partent au privé.

6 Viduité de trois ans

Aucun administrateur ni dirigeant du FGF ne rejoint un fournisseur ou sous-traitant avant trois ans.

Contrepartie indispensable : fenêtre de contestation de 10 jours ouvrables, décision sous 20 jours, sans effet suspensif au-delà — sinon les recours deviennent l'arme du retard.

WAR ON MAFIAS — DROGUE ET CORRUPTION

\$2,05 milliards par an, soit 12,6 % du PIB. Davantage que la facture énergétique. Davantage que le tourisme.

GARDE-FOUS 4/6

\$2,05 Md

COÛT ANNUEL

12,6 %

DU PIB

50 000

ACTIFS HORS CIRCUIT

Rs 8 Md

ENVOIS DE FONDS

Un seul combat, pas deux

Le trafic à grande échelle ne survit pas sans complaisances dans les douanes, la police, la justice et le système financier. L'argent sale se blanchit dans l'immobilier, la distribution et la restauration, où il fausse les prix. Une PME qui ne blanchit pas ne peut pas concurrencer une PME qui blanchit.

LE RENDEMENT DE CETTE GUERRE

Récupérer la **moitié** des 50 000 représente 25 000 actifs, soit environ \$670 M de production annuelle retrouvée, plus la fin d'un coût budgétaire de Rs 15 à 20 Md par an. Près d'un milliard de dollars — davantage que trois clusters réunis.

Les affaires en suspens — Kistnen, BAI, marchés d'urgence 2021, St Louis, SBM, Wakashio, MIC — doivent faire l'objet de commissions d'enquête dont les rapports sont rendus publics.

Six réformes institutionnelles

1

Une DEA séparée de la police

Rs 1,5 Md et 1 500 agents, contre Rs 329 M et 449 aujourd'hui

2

Un ministre de l'Intérieur distinct du PM

Comme en Inde, en France, au Royaume-Uni, à Singapour

3

Le DG de la FCC nommé par le comité

mandat fixe non renouvelable, révocation par le Parlement

4

Tribunal anti-corruption et juges d'instruction

Police judiciaire, enquête dans la durée

5

Peines doublées pour élus et hauts cadres

Circonstance aggravante de principe

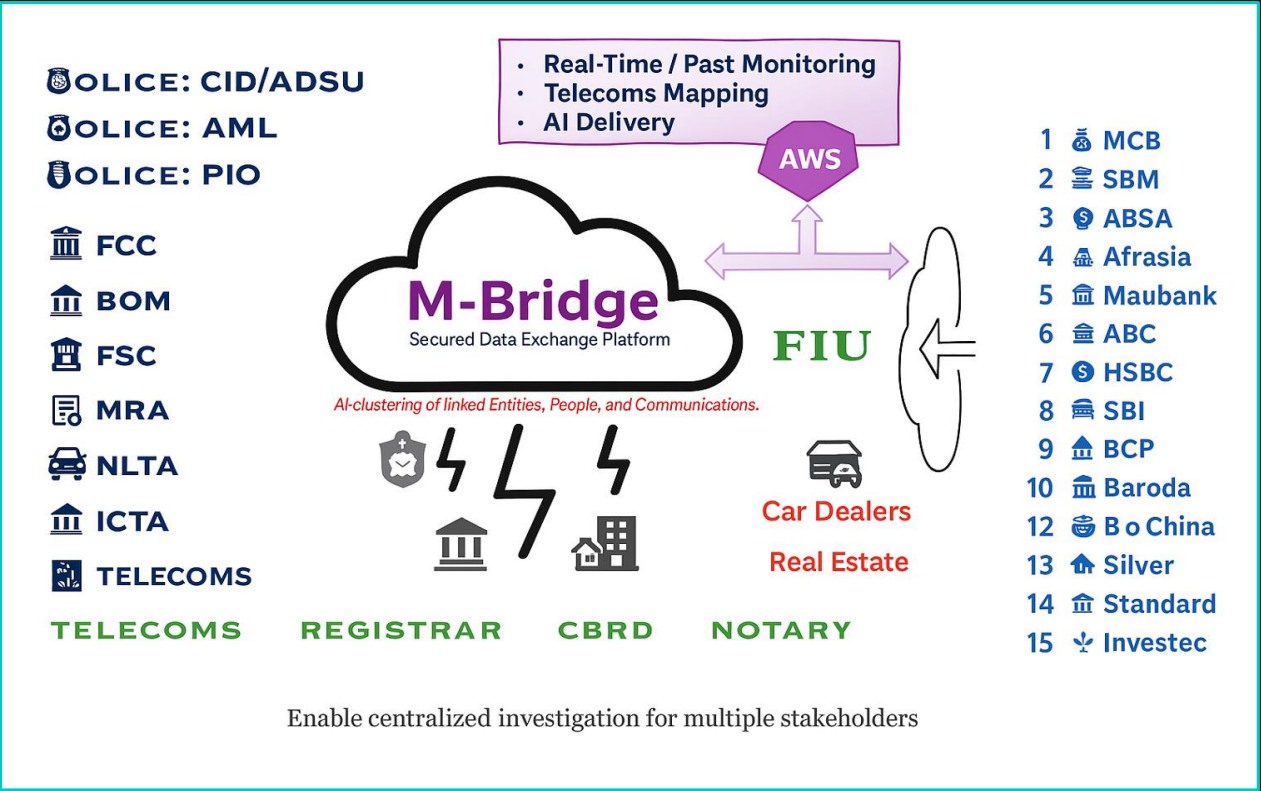
6

Public Interest Litigation Act

Agir sans locus standi — l'outil de l'île aux Cerfs

L'information n'est pas manquante : elle est dispersée. Une plateforme d'échange sécurisé entre institutions la rend exploitable.

GARDE-FOUS 5/6



Police (CID, ADSU, AML, PIO) · FCC · Banque de Maurice · FSC · MRA · NLTA · ICTA · télécoms · Registrar · CBRD · notaires · quinze banques · concessionnaires automobiles · immobilier

Cinq capacités

- Regroupement automatique des entités liées**

Un nom saisi donne en secondes la cartographie complète des personnes, sociétés, comptes, véhicules et biens connectés.
- Géolocalisation en temps réel et rétrospective**

Suivre un déplacement en cours et reconstituer les précédents. Appliqué à un réseau, cela révèle les points de rencontre et la chaîne de commandement.
- Suivi de l'argent, passé et futur**

Mouvements bancaires, immobilier, véhicules et chaînes de propriété croisés. Fonctionne dans les deux sens du temps.
- Détection d'incohérences par apprentissage**

Train de vie sans revenu, société sans activité qui achète de l'immobilier : des signaux déjà présents, jamais croisés.
- Enquête centralisée, acteurs multiples**

Police, FCC, MRA et FIU sur un espace commun avec droits différenciés. Fin de la duplication et de l'angle mort.

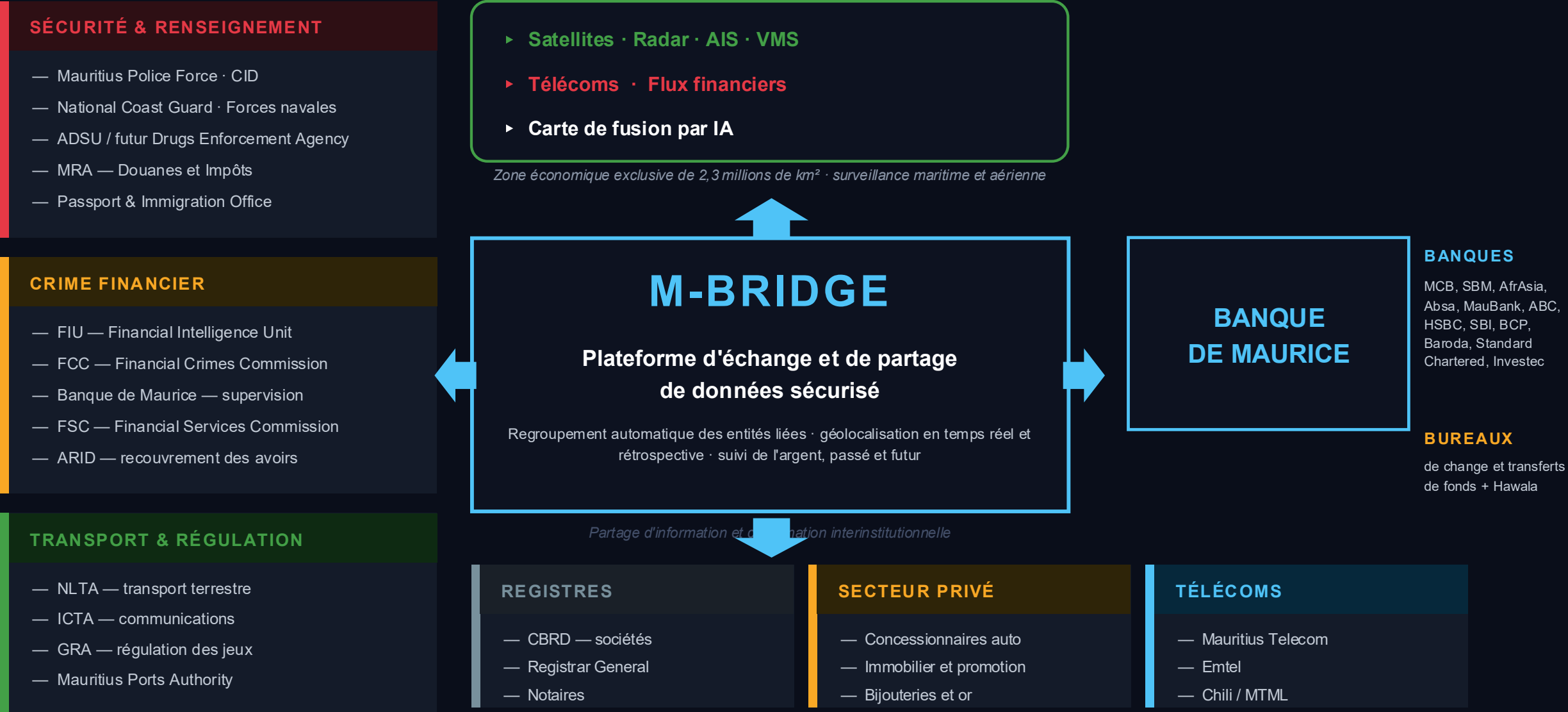
Le rendement n'est pas dans les saisies : une organisation dont les flux deviennent traçables perd l'opacité, son avantage principal.

LES QUATRE GARANTIES, INSCRITES DANS LA LOI

Autorisation judiciaire préalable · journalisation inaltérable de chaque consultation · contrôle indépendant annuel · destruction des données des personnes mises hors de cause.

M-BRIDGE — PARTAGE NATIONAL DU RENSEIGNEMENT

Maurice · Échange sécurisé entre forces de l'ordre, régulateurs, banques et secteurs à risque



LES LOIS À CHANGER — SOUS 60 JOURS



Onze textes, tous datés, tous vérifiables. Quatre d'entre eux — OSA, FOIA, PIDA, POPA — ne fonctionnent qu'ensemble.

GARDE-FOUS 6/6

Jour	Texte	Disposition centrale
1-15	Public Officers' Protection Act	Prescription portée de 2 à 10 ans, suspendue tant que les faits ont été activement dissimulés
1-15	Public Interest Disclosure Act	Protection étendue à toute personne signalant des faits sur un contrat financé par des fonds publics
1-15	Loi sur le comité de nomination	15 membres : 2 gouvernement, 2 opposition, 11 organismes professionnels de droit à défaut d'accord
15-30	Financial Crimes Commission Act — amendement	Le Directeur général nommé par le comité de nomination, mandat fixe non renouvelable
20-40	Drugs Enforcement Agency Act	Agence distincte de la police, budget propre, Rs 1,5 Md, 1 500 agents, bureau dans chaque station
30-45	Official Secrets Act — amendement	Protection restreinte à cinq catégories avec test de préjudice, primauté de la FOIA et de la PIDA, défense d'intérêt public
30-45	Loi M-Bridge et protection des données	Plateforme d'échange inter-institutions, avec autorisation judiciaire, journalisation et contrôle indépendant
30-50	Public Procurement Act — amendement	Publication OCDS, bénéficiaires effectifs, plafond de 10 % sur les avenants, contestation en 10 jours
40-55	Public Interest Litigation Act	Action en justice sans locus standi pour les affaires d'intérêt public
45-60	Freedom of Information Act	Exceptions minimales, clause d'intérêt public supérieur, Information Commissioner aux décisions contraignantes
45-60	Loi sur les retards de paiement aux PME	Pénalité automatique au-delà de 30 jours, sur le modèle de la directive européenne 2011/7/UE

Aucune de ces onze lois ne coûte plus de quelques millions de roupies. Toutes sont vérifiables par un citoyen au Journal officiel.
Si la moitié n'est pas votée au sixantième jour, le reste ne mérite pas d'être cru.

(c) Dev Sunnasy 16 / 46

LE COÛT TOTAL DE L'INACTION



Si nous ne faisons rien, voilà ce que l'inaction coûtera aux Mauriciens entre 2026 et 2050.

LE CONSTAT

CUMUL 2026 — 2050

\$158,6 Md

Rs 7 454 milliards

soit 9,8 fois le PIB de 2026

\$6,3 Md

PAR AN

Rs 298 Md

PAR AN

1,3 ×

LES RECETTES DE L'ÉTAT

Rs 5,9 M

PAR HABITANT SUR 25 ANS

Poste de coût	USD Md	Rs Md
Coût de la drogue et de l'économie illicite	51,3	2 411
Facture énergétique importée	38,8	1 824
Dividendes publics jamais perçus	28,0	1 316
Service de la dette improductive	24,0	1 128
Production perdue par l'émigration	16,5	776
TOTAL 2026-2050	158,6	7 454

Ce que ce chiffre ne contient pas

Nous n'avons compté que des coûts directs et documentables. Le manque à gagner à l'exportation, la valeur de la zone économique exclusive non exploitée, le **coût social de 300 000 départs** et l'érosion du capital humain n'y figurent pas. Le total réel est supérieur.

Rs 298 milliards par an, soit une fois et demie l'ensemble des recettes de l'État. Le coût de la trajectoire proposée est de \$3,9 Md empruntés et remboursés. Le coût de l'inaction, c'est la nation qui paye.

RÉORGANISER L'ÉTAT — LE CLUSTER ÉCONOMIQUE



Neuf ministères qui travaillent en synergie permanente sous un même pilotage, au lieu de sept silos qui se coordonnent par courrier.

GOVERNANCE



UN SENIOR CHIEF EXECUTIVE

Il chapeaute les secrétaires permanents des sept ministères. Réunion hebdomadaire obligatoire, dossiers numérisés, décisions annotées par tous.

CONSEIL DU CLUSTER ÉCONOMIQUE

LE FGF DANS CETTE ARCHITECTURE

Rattaché au Ministère des Finances pour la tutelle budgétaire, mais doté d'un conseil d'administration indépendant. Le ministre fixe le mandat ; il ne choisit ni les investissements ni les dirigeants.

Six ministères qui se parlent une fois par semaine décident plus vite que six ministères qui s'écrivent.
La transformation économique ne tient pas seulement aux investissements : elle tient à la vitesse à laquelle l'État décide.

ARCHITECTURE DE LA FGF – Future Generations Fund

100 % détenue par l'État · 50 %+ de l'exécution sous-traitée au privé · Modèle SCE singapourien adapté à Maurice

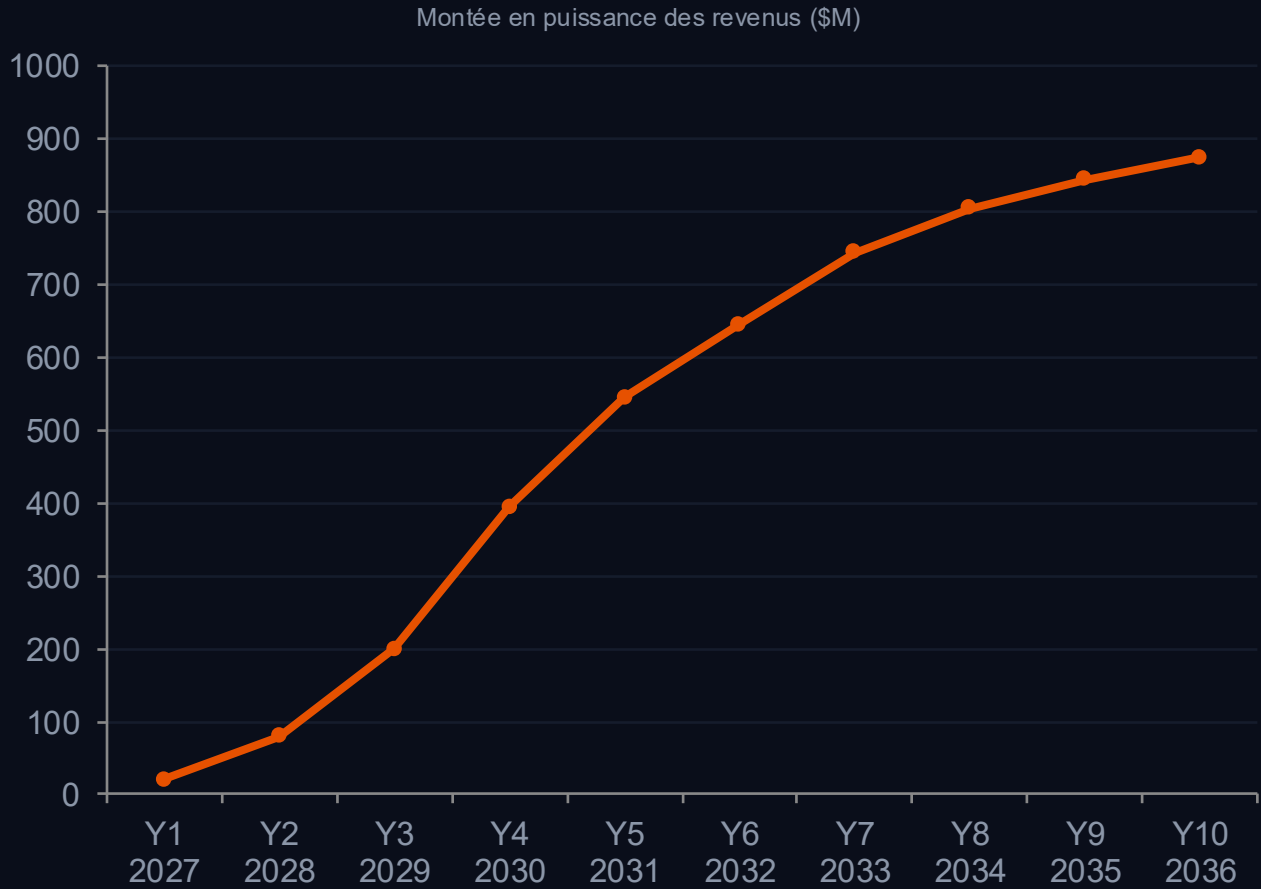


FGF-POWER — SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE



\$1,9 Md · 950 MW de production · 2 098 GWh par an · Solaire 500 · Éolien offshore 200 (BOT) · Terrestre 100 · Houlomoteur 60 · Hydraulique 50 · Marémoteur 40

Investissement	Capacité	Production	Revenus Y5	Revenus Y10	Emplois
\$1,9 Md	950 MW	2 098 GWh/an	\$545 M	\$875 M	14 500



Sources de revenus — Année 5

Fermes solaires (500 MW) <i>Maurice et Rodrigues, injection réseau CEB</i>	\$180M/an
Éolien offshore (200 MW) <i>modèle BOT, déploiement Y2-Y3</i>	\$140M/an
Houlomoteur (60 MW) <i>appel d'offres ouvert — technologie norvégienne ou néerlandaise</i>	\$70M/an
Marémoteur (40 MW) <i>turbines à axe horizontal posées sur le fond</i>	\$48M/an
Éolien terrestre + hydraulique (150 MW) <i>Y1-Y2, injection réseau</i>	\$57M/an
Crédits carbone certifiés <i>réductions d'émissions vérifiées</i>	\$50M/an

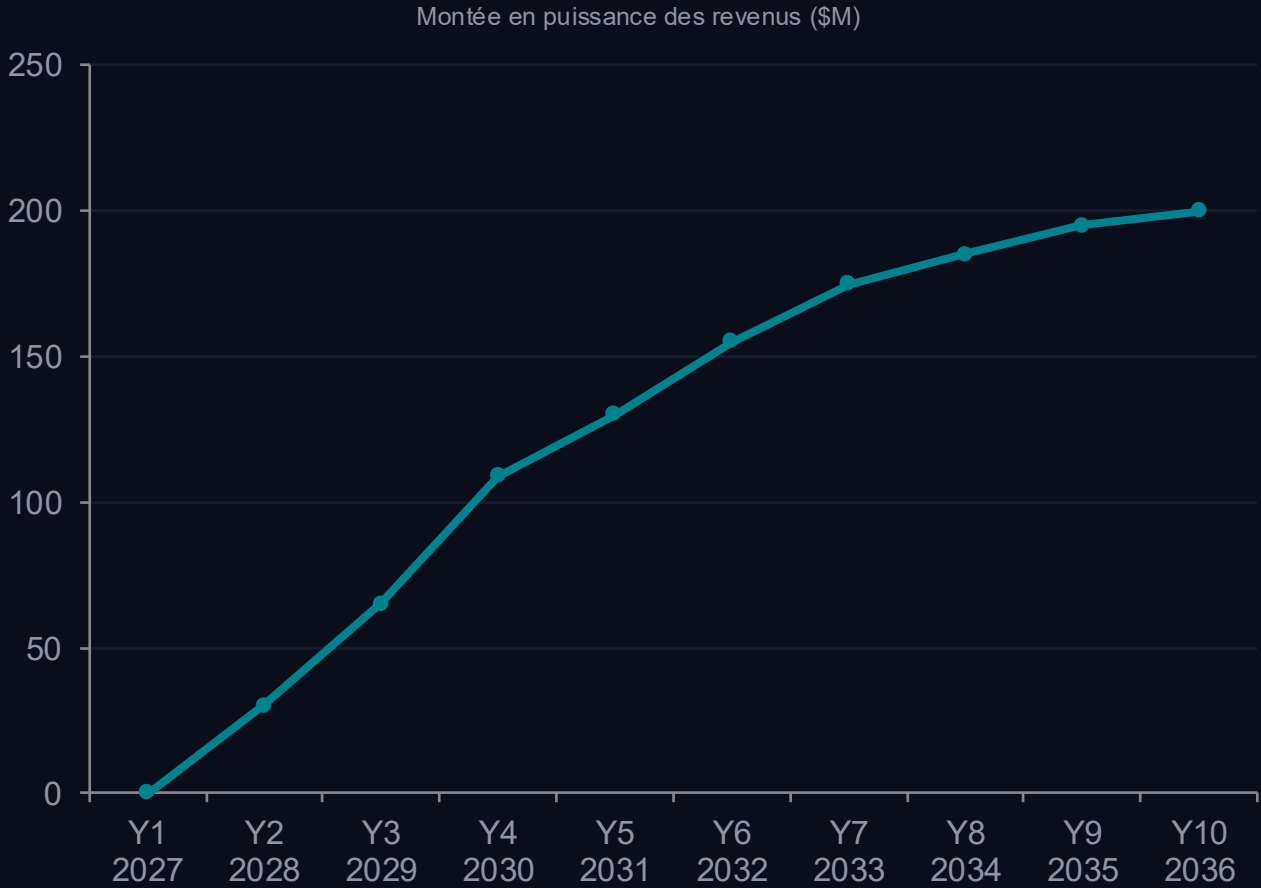
FGF-TRANSFORM — ÉCONOMIE CIRCULAIRE



\$480 M · Valorisation énergétique des déchets 100 MW · Pyrolyse plastique et caoutchouc · Maurice sans décharge d'ici 2032 · Capture du CO₂ pour FGF-MARITIME

Investissement	Capacité VED	Déchets traités	Revenus Y5	Revenus Y10	Emplois
\$480 M	100 MW	600 t/jour	\$130 M	\$200 M	1 200

Sources de revenus — Année 5



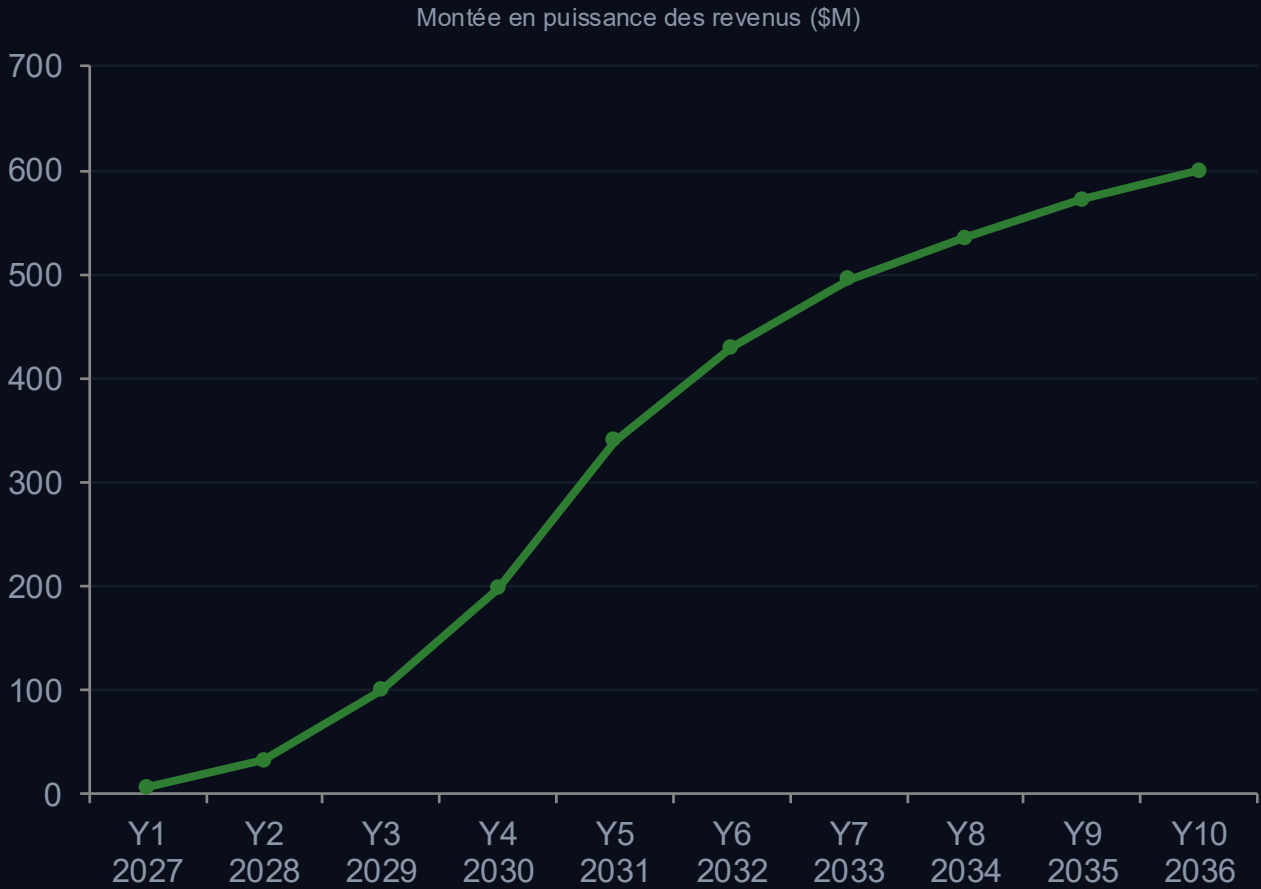
Électricité issue des déchets <i>100 MW × 8 000 h → réseau CEB</i>	\$64M/an
Redevances de traitement <i>contrats municipaux et commerciaux</i>	\$15M/an
Huile de pyrolyse et gaz de synthèse <i>plastique et caoutchouc → carburant</i>	\$20M/an
Matériaux recyclés <i>métaux, verre, marché secondaire</i>	\$10M/an
Crédits carbone <i>réductions certifiées d'émissions</i>	\$11M/an
Compost et amendements <i>valorisation de la fraction organique</i>	\$10M/an

FGF-GREEN — AGRO, CANNABIS, FERMES VERTICALES, RHUM

\$260 M · Légalisation complète du cannabis en Année 2 · Dix fermes verticales (JV néerlandaise) · Rhum et spiritueux premium · Pôle bio de Rodrigues



Investissement	Fermes verticales	Cannabis Y5	Revenus Y5	Revenus Y10	Emplois
\$260 M	10 × 5 000 m²	\$185 M/an	\$340 M	\$600 M	8 700



Sources de revenus — Année 5

Cannabis médical à l'export <i>qualité GMP — UE, États-Unis, Afrique</i>	\$80M/an
Cannabis récréatif domestique <i>taxe de détail + revenus de production FGF</i>	\$50M/an
Chanvre industriel et CBD <i>fibres, bioplastiques, cosmétiques premium</i>	\$55M/an
Rhum vieilli et rhum agricole <i>UE, États-Unis, Japon · \$60-180 la bouteille</i>	\$40M/an
Rhum blanc, épicé, vrac, œnotourisme <i>Afrique, duty-free, distributeurs européens</i>	\$20M/an
Production des fermes verticales <i>JV néerlandaise — légumes et herbes toute l'année</i>	\$40M/an
Pôle bio de Rodrigues + agro-transformation <i>certifié bio, écotourisme alimentaire</i>	\$55M/an

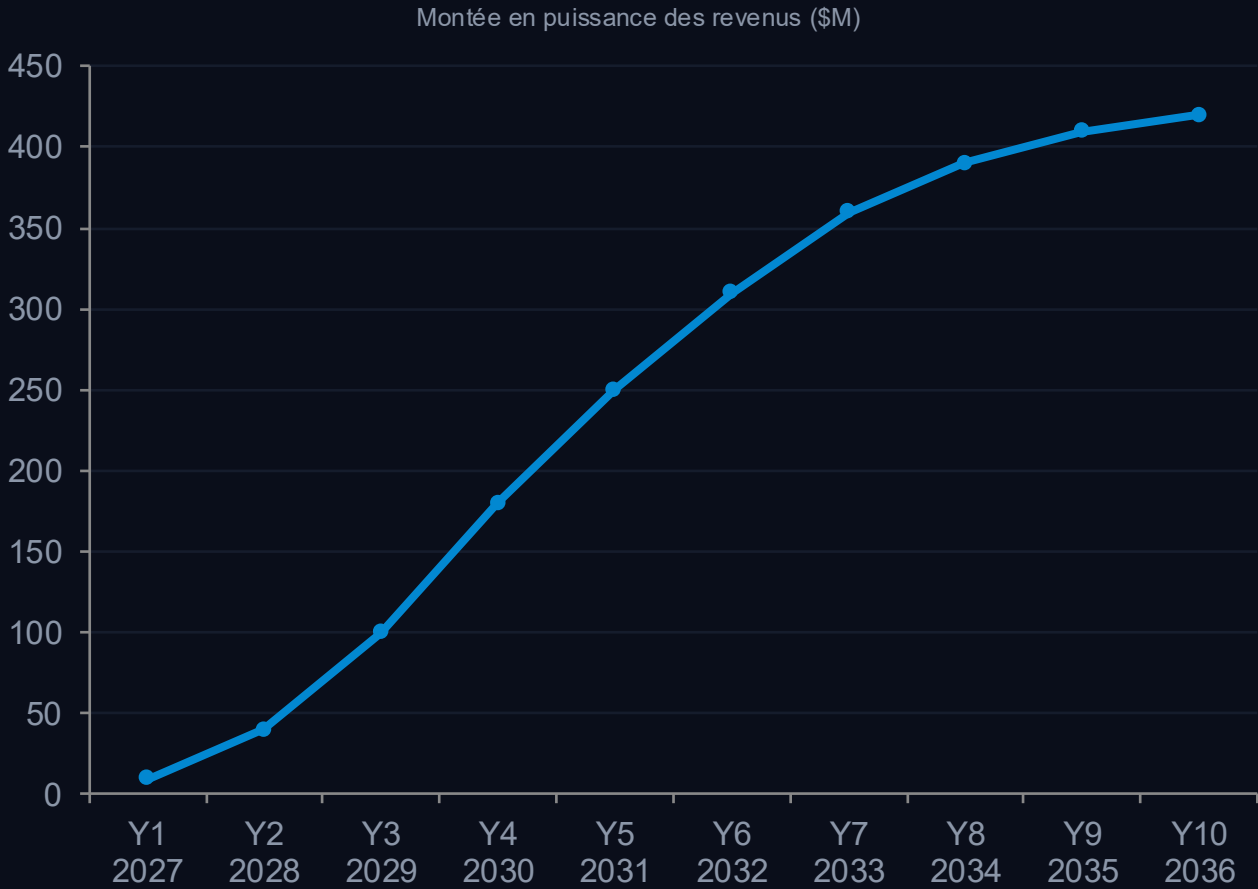
FGF-BLUE — HUB PREMIUM DE GRAND-PORT, vers un deuxième port



\$320 M · À 3 km de l'aéroport SSR · Aucune conserve — uniquement du frais à haute valeur · Japon, UE, Chine, pays du Golfe · Langouste de l'océan Indien

Investissement	Flotte	Volume Y5	Revenus Y5	Revenus Y10	Emplois
\$320 M	8-10 navires	27 700 t	\$250 M	\$420 M	4 500

Sources de revenus — Année 5



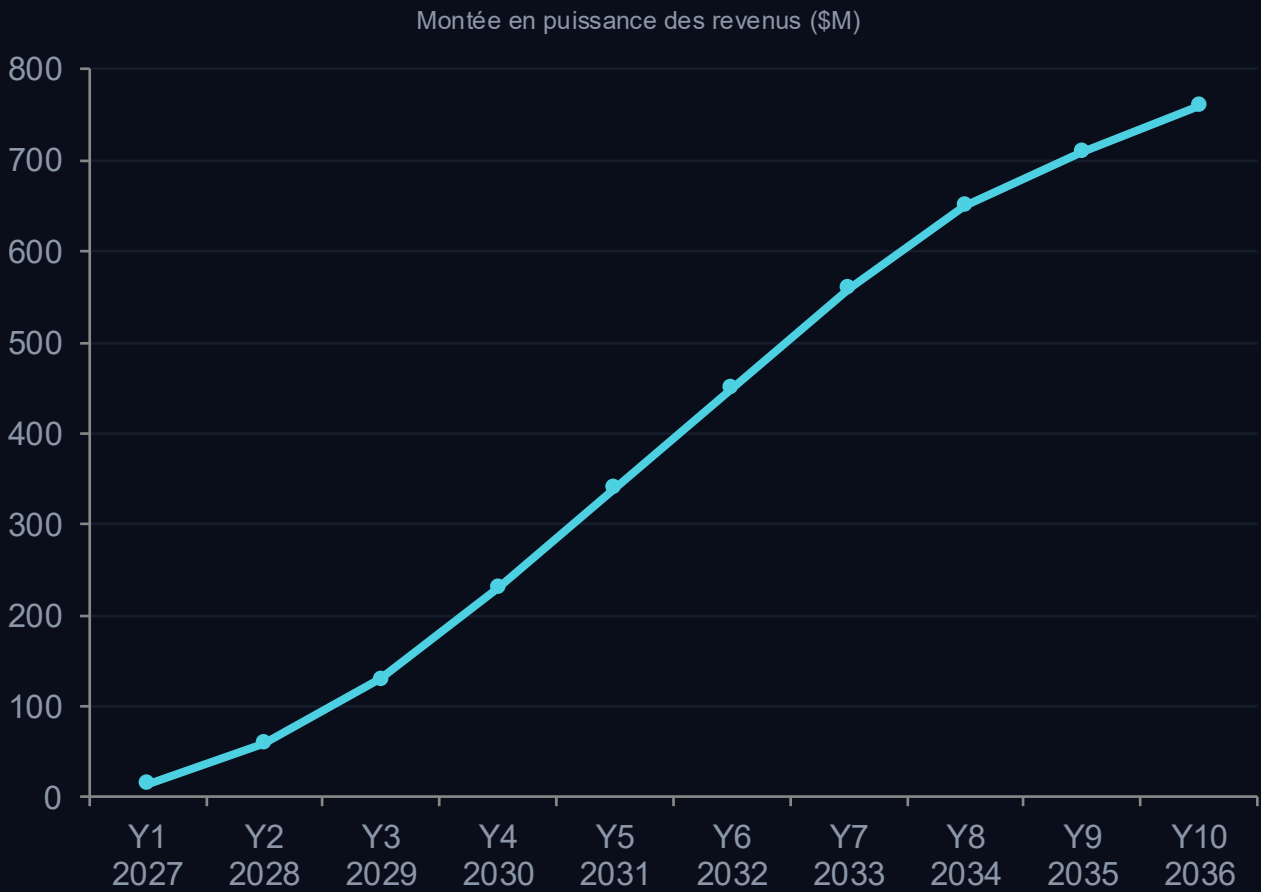
Thon et marlin qualité sashimi <i>Japon et Corée — frais, fret aérien 2x/semaine</i>	\$35M/an
Portions prêtes à cuisiner <i>UE et Golfe — marinées, glacées, format chef</i>	\$50M/an
Filets premium et poisson entier <i>France, Royaume-Uni, Allemagne — norme BRC A</i>	\$30M/an
Poisson vivant et réfrigéré <i>Chine et Hong Kong — bar, mérou, vivaneau</i>	\$30M/an
Langouste de l'océan Indien <i>vivante et réfrigérée — Japon, France, Golfe</i>	\$25M/an
Menus signature par marché <i>japonais, français, arabe, chinois</i>	\$35M/an
Halal certifié + aquaculture + services <i>Émirats, Arabie saoudite, Qatar · cages offshore</i>	\$45M/an

FGF-MARITIME — HUB DE SOUTAGE VERT

\$450 M · Méthanol vert 120 kt/an · Ammoniac vert · Soutage conventionnel 1,2 Mt · Réparation navale · Registre du pavillon · Académie maritime



Investissement	Méthanol vert	Soutage total	Revenus Y5	Revenus Y10	Emplois
\$450 M	120 kt/an	1,2 Mt/an	\$340 M	\$760 M	9 000



Sources de revenus — Année 5

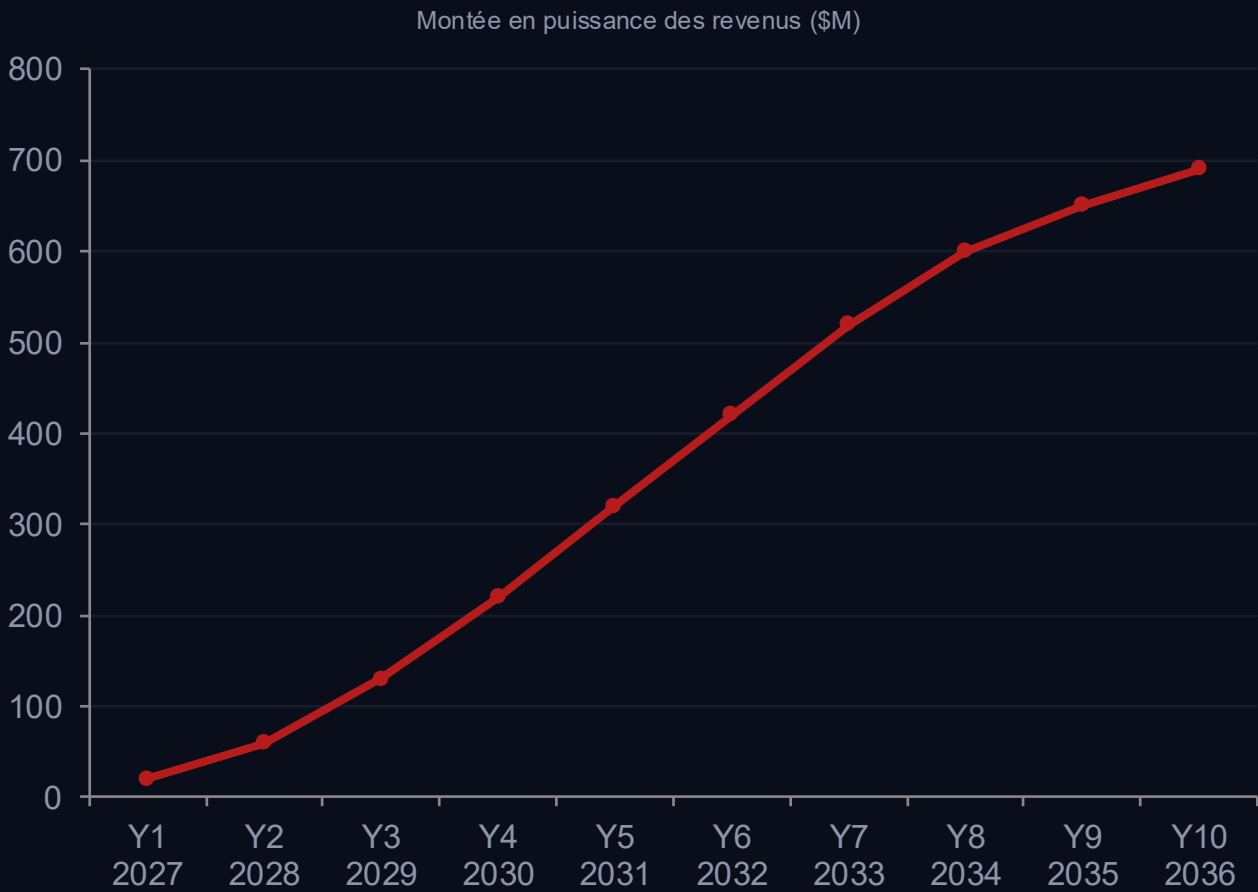
Méthanol vert marin <i>produit sur place — H₂ de FGF-POWER + CO₂ de FGF-TRANSFORM</i>	\$110M/an
Ammoniac vert marin <i>navires neufs à propulsion NH₃</i>	\$45M/an
Soutage conventionnel (marge nette) <i>1,2 Mt VLSFO/LSMGO × \$35/t</i>	\$42M/an
Réparation navale et cale sèche <i>flotte régionale, thoniers, porte-conteneurs</i>	\$55M/an
Services portuaires <i>équipes, avitaillement, pilotage, remorquage</i>	\$35M/an
Crédits de conformité carbone <i>FuelEU Maritime — négocié de certificats</i>	\$20M/an
Registre du pavillon + académie + arbitrage <i>immatriculation, formation, litiges maritimes</i>	\$33M/an

FGF-EXPORT — MAURICE VERS L'AFRIQUE ET LE MONDE



\$300 M · Modèle SCE singapourien · Appels d'offres d'État à État · 80 %+ sous-traité au privé mauricien · 20+ pays africains en Année 5, 30+ en Phase 2

Investissement	Pays en Y5	Marge FGF	Revenus Y5	Revenus Y10	Emplois
\$300 M	20+	12-18 %	\$320 M	\$690 M	8 500

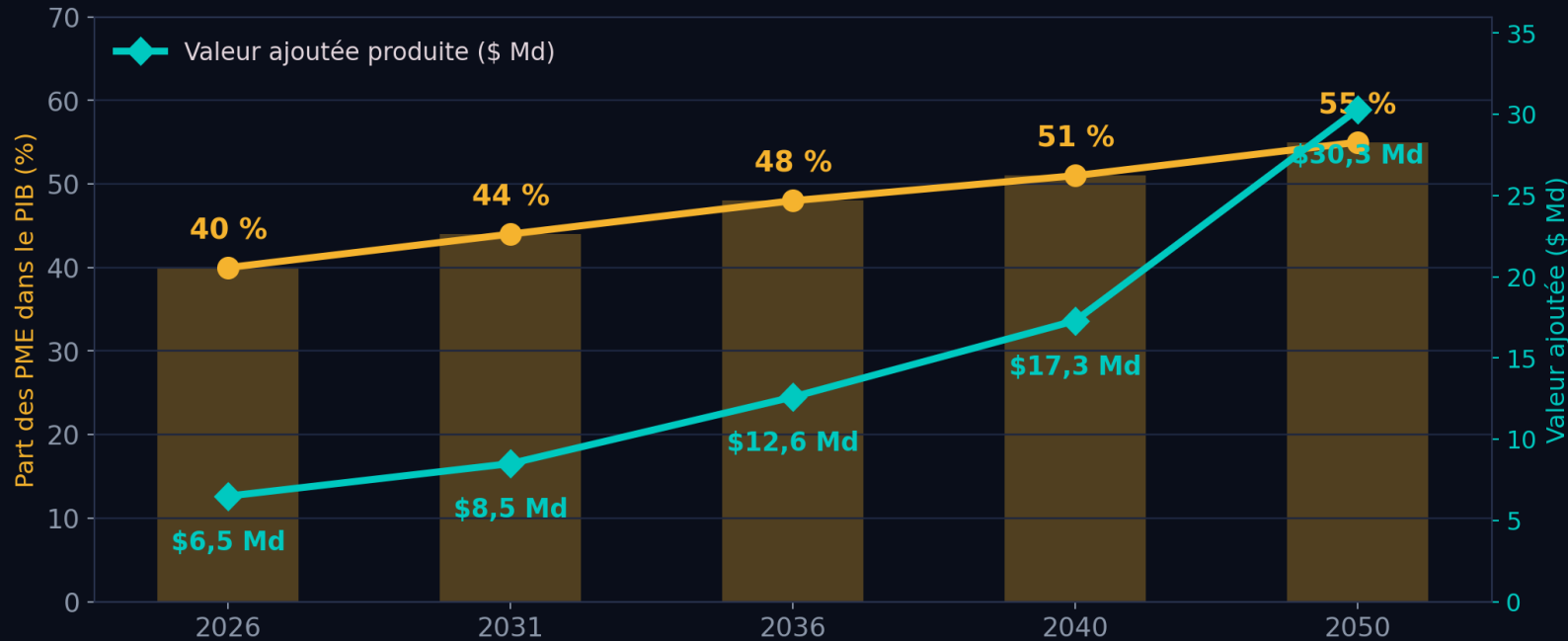


Sources de revenus — Année 5

Villes intelligentes et e-gouvernement <i>appel d'offres remporté, 80 % sous-traité localement</i>	\$120M/an
Services informatiques et cybersécurité <i>centres de données régionaux, opérations fintech</i>	\$80M/an
Conseil en construction <i>gestion de projet, conception, supervision</i>	\$40M/an
Pôles d'éducation et de formation <i>partenariats universitaires, export de compétences</i>	\$25M/an
Académie africaine de recherche <i>subventions de recherche, licences de PI</i>	\$20M/an
Exportation de produits mauriciens <i>marques premium, alimentaire, pharma, cosmétique</i>	\$35M/an

LA TRAJECTOIRE DES PME — DE 40 % À 55 % DU PIB

Ce sont elles qui créeront les emplois. Pas le fonds, pas les grands groupes, pas l'État.



LES PME

62 000

EMPLOIS CRÉÉS DANS LES PME

\$1,95 Md

DE COMMANDE DIRECTE SUR 5 ANS

55 %

DU PIB EN 2050

D'où viennent les 62 000 emplois

Construction et BTP

14 000

Numérique et TIC

12 000

Agroalimentaire

11 000

Ingénierie et études

9 000

Maintenance industrielle

7 000

Chimie et cosmétique

6 000

Logistique et transport

3 000

62 000 des 89 400 emplois seront créés dans des entreprises privées. Une centrale solaire, une fois construite, emploie peu de monde — c'est l'écosystème qui emploie.

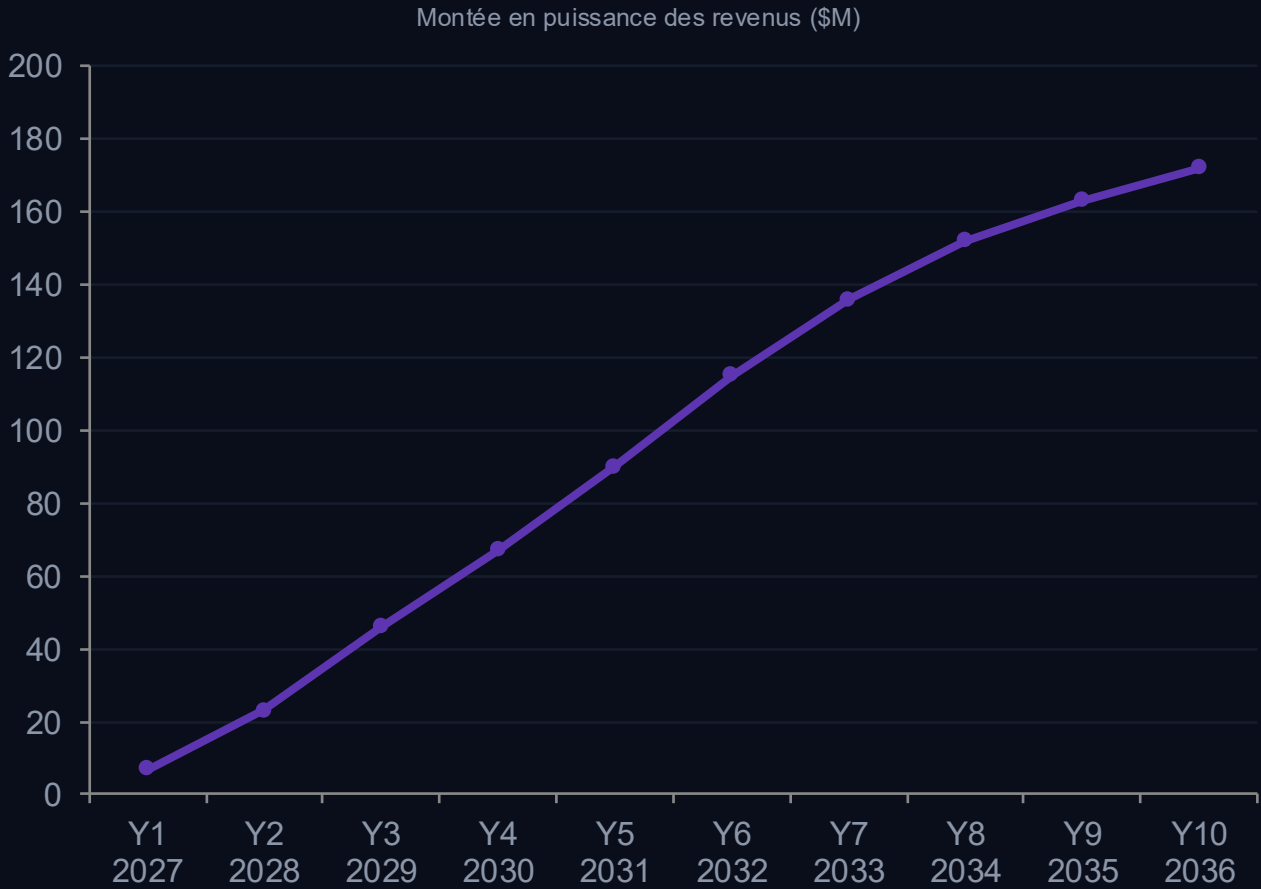
Passer de 40 % à 55 % du PIB, c'est atteindre le niveau actuel de l'Allemagne — et rester en dessous des Pays-Bas et de la Corée du Sud.

FGF-INNOVATE — IMRA, RECHERCHE APPLIQUÉE & PME

\$190 M dont \$90 M pour l'IMRA · Chimie de formulation · Sciences des aliments · Accélérateur de 500+ PME · Académie africaine de recherche



Investissement	dont IMRA	PME accompagnées	Revenus Y5	Revenus Y10	Emplois
\$190 M	\$90 M	500+	\$90 M	\$172 M	6 400



Sources de revenus — Année 5

Recherche sous contrat et essais industriels <i>IMRA — 40 à 60 industriels mauriciens clients</i>	\$18M/an
Licences de formulations et de procédés <i>IMRA — recettes et procédés cédés aux fabricants</i>	\$12M/an
Certification et accréditation ISO 17025 <i>IMRA — analyses, durée de vie, dossiers export</i>	\$8M/an
Subventions internationales de recherche <i>IMRA + Académie africaine de recherche</i>	\$6M/an
Retours sur participations PME (500+) <i>participations minoritaires, sorties à partir de Y3</i>	\$17M/an
Exportations numériques et licences de PI <i>fintech, healthtech, edtech · 20+ brevets par an</i>	\$29M/an

\$90 M · Chimie de formulation et sciences des aliments ouvrent en parallèle dès l'Année 1 · Modèle Fraunhofer, A*STAR, TNO

Maurice fabrique déjà détergents, yaourts, conserves, boissons et cosmétiques. La limite de ces industriels n'est pas le marché — c'est la capacité de formulation : ni laboratoire accrédité, ni ligne pilote, ni chimiste formulateur. Les échantillons partent en Afrique du Sud ou en Europe pour analyse.

\$35 M Laboratoire analytique accrédité Chimie analytique, microbiologie, panel sensoriel, durée de vie. ISO 17025.	\$25 M Lignes pilotes agroalimentaires Fermentation, traitement thermique, conditionnement. Tester sans arrêter sa production.	\$20 M Laboratoire de chimie de formulation Détergents, produits d'entretien, cosmétiques, arômes.	\$10 M Bâtiment, accréditations, recrutement Chimistes formulateurs, technologues alimentaires, ingénieurs procédés.
--	---	---	---

Le double effet — importations évitées et exportations vers l'Afrique, à l'horizon 2036

Filière	Le verrou technique actuel	Import. évitées	Export. Afrique
Produits laitiers et yaourts	Texture et durée de vie inférieures à l'importé ; ferments non maîtrisés	\$45 M	\$60 M
Conserves et plats préparés	Conservation dépendante d'additifs mal perçus ; goût non stabilisé	\$40 M	\$85 M
Détergents et entretien	Formulations sous licence, coût élevé, performance en retrait	\$35 M	\$70 M
Boissons et jus	Stabilité limitant l'export au-delà de l'océan Indien	\$20 M	\$55 M
Cosmétiques et soins	Pas de tests de stabilité ni de dossiers réglementaires exportables	\$15 M	\$65 M
Arômes, épices, condiments	Valorisation faible, lots non standardisés	\$10 M	\$45 M
TOTAL 2036 — 40 à 60 industriels accompagnés		\$165 M	\$380 M

Ces \$545 M par an sont réalisés par les industriels privés, pas par le FGF : ils apparaissent dans la balance commerciale du pays, pas dans le chiffre d'affaires du cluster. \$90 M publics déclenchent \$545 M annuels.

LES SEPT CLUSTERS — VUE D'ENSEMBLE

LINION

Investissement, revenus et emplois par cluster · 2027 · 2031 · 2036 · 2050

Cluster	CapEx	2027	2031	2036	2050	Positionnement stratégique
FGF-POWER	\$1,90 Md	\$20 M	\$545 M	\$875 M	\$2,0 Md+	950 MW, 2 098 GWh/an. Électricité à 74 % renouvelable.
FGF-MARITIME	\$450 M	\$15 M	\$340 M	\$760 M	\$1,8 Md+	Premier hub de soutage vert de l'océan Indien.
FGF-EXPORT	\$300 M	\$20 M	\$320 M	\$690 M	\$1,5 Md+	Présence dans 30+ pays. Courtier G2G de référence.
FGF-GREEN	\$260 M	\$7 M	\$340 M	\$600 M	\$1,1 Md	Cannabis, rhum premium, sécurité alimentaire.
FGF-BLUE	\$320 M	\$10 M	\$250 M	\$420 M	\$900 M	Première pêcherie premium de l'océan Indien.
FGF-TRANSFORM	\$480 M	—	\$130 M	\$200 M	\$350 M	Zéro décharge. Capture du CO ₂ pour FGF-MARITIME.
FGF-INNOVATE	\$190 M	\$7 M	\$90 M	\$172 M	\$450 M	IMRA. 40-60 industriels. 500+ PME.
TOTAL	\$3,90 Md	\$79 M	\$2,02 Md	\$3,72 Md	\$8 Md+	Dividendes à l'État : \$2,0 Md/an en 2050.

STRUCTURE DE FINANCEMENT

Quatre tranches totalisant \$3,90 Md · Aucun prêteur en exposition concentrée · Taux mixte 4,1 % · Grâce en Années 1 à 3

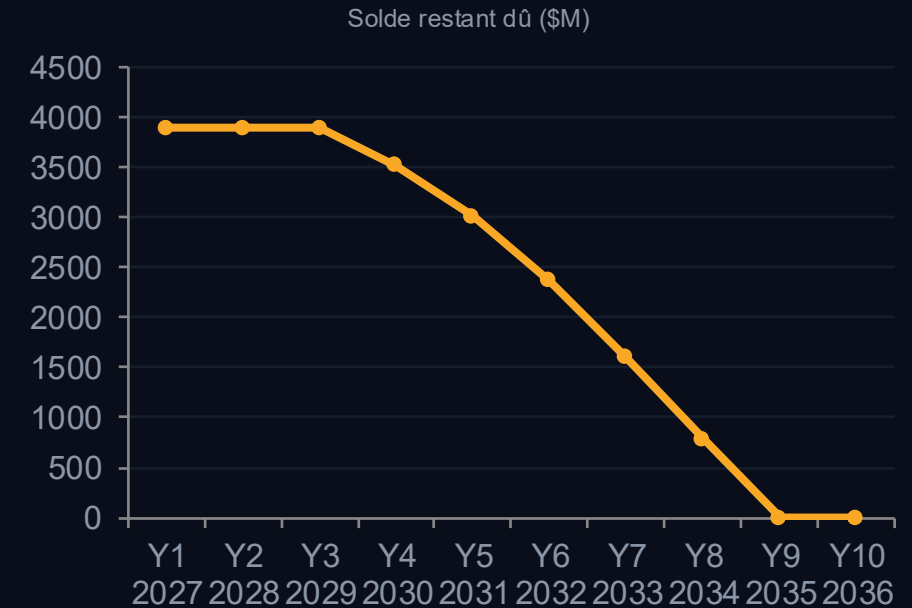
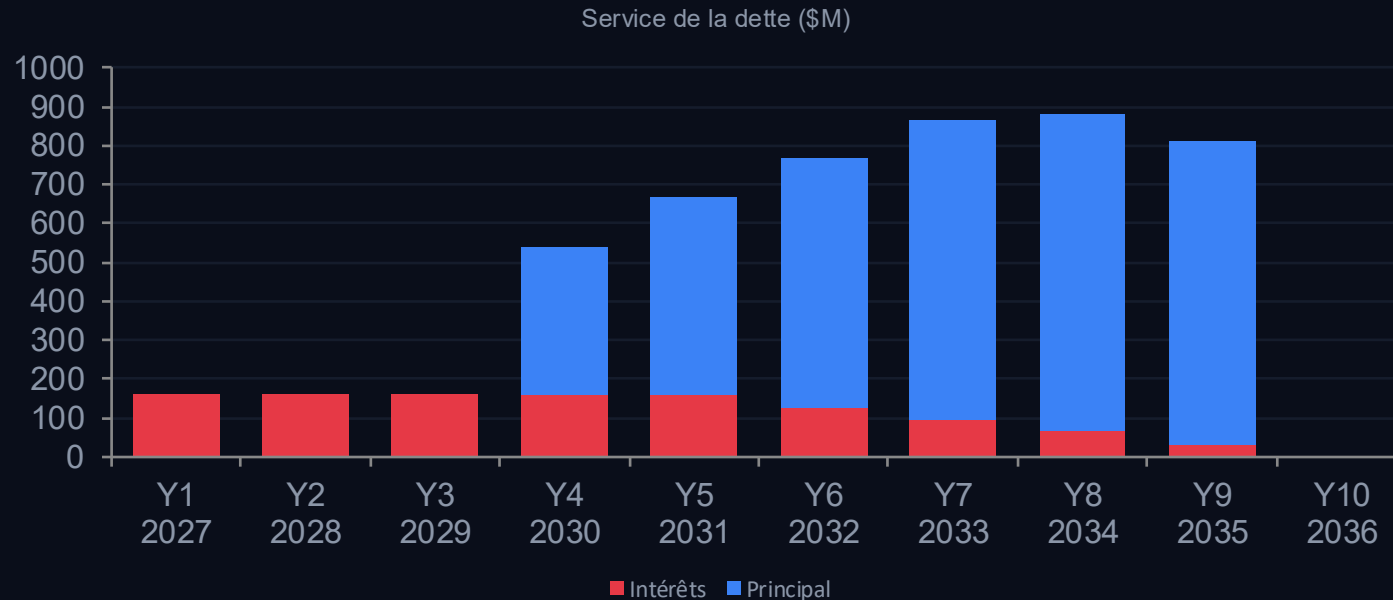
DETTE 1/5

\$1,20 Md	MULTILATÉRAL BAD · Banque mondiale · AIIB	3,0 %	12 ans	4,1 % TAUX MIXTE
\$1,00 Md	EUROBOND, EiB, Other marchés obligataires internationaux	5,5 %	10 ans	\$160 M INTÉRÊTS/AN
\$0,80 Md	CLIMAT NORDIQUE Norfund · GIEK · facilité verte	4,0 %	15 ans	Y1–Y3 PÉRIODE DE GRÂCE
\$0,90 Md	CO-INVESTISSEMENT SFI · institutions de développement	4,2 %	12 ans	Année 9 DETTE SOLDÉE

78 % du capital de Phase 1 est éligible aux obligations vertes : énergies renouvelables, carburant décarboné, économie circulaire et systèmes alimentaires durables.
L'affectation des fonds est cloisonnée par cluster et vérifiée indépendamment.

GESTION DE LA DETTE — ÉCHÉANCIER

DETTE 2/5

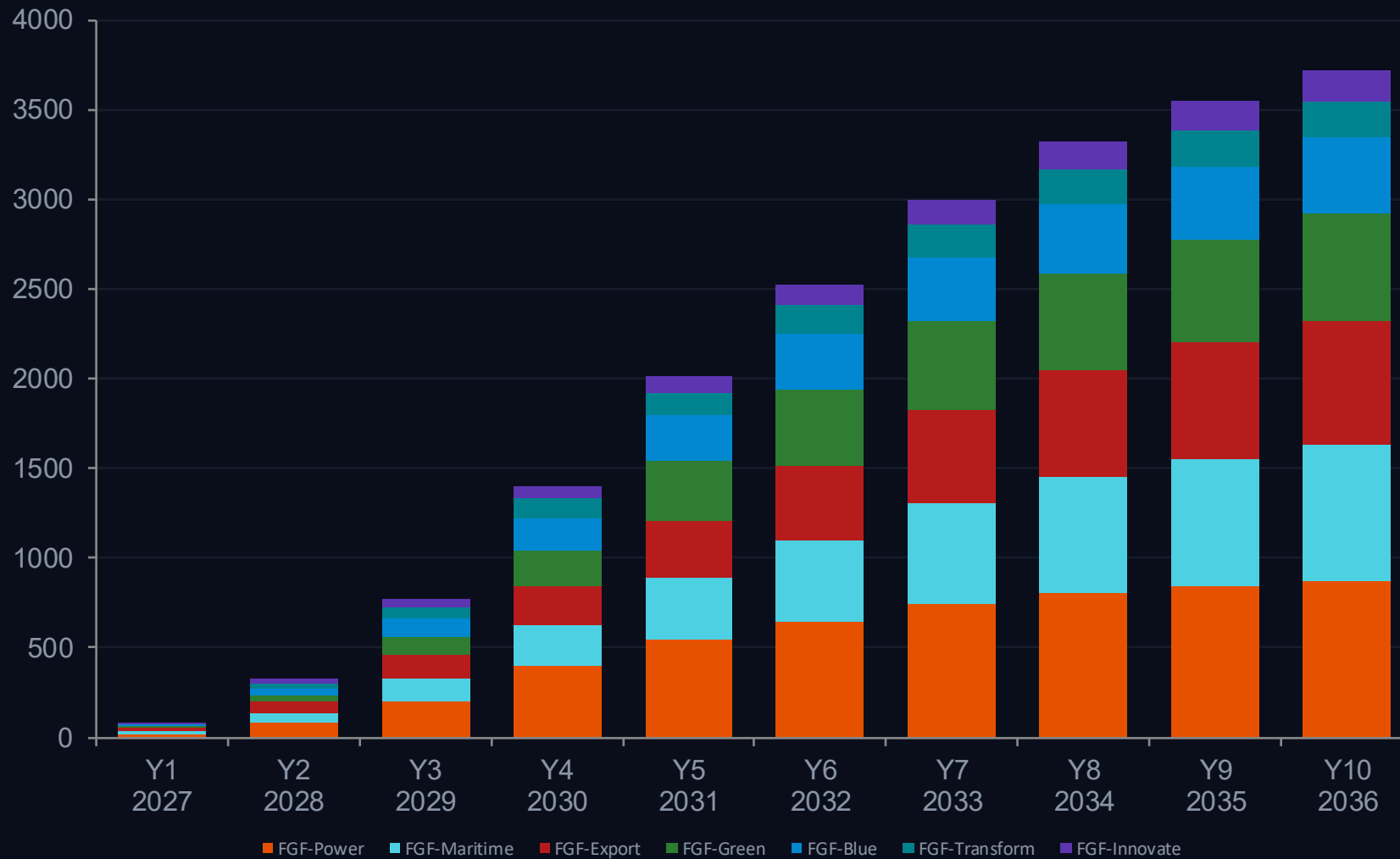


Période	Intérêts	Principal	Service total	Solde restant	Couverture par le résultat net
Années 1–3	\$160 M/an	—	\$160 M/an	\$3,90 Md	phase de construction, actifs en cours
Année 4	\$160 M	\$380 M	\$540 M	\$3,52 Md	résultat net \$419 M — couverture 0,8×
Année 5	\$160 M	\$510 M	\$670 M	\$3,01 Md	résultat net \$814 M — couverture 1,2×
Année 6	\$127 M	\$640 M	\$767 M	\$2,37 Md	résultat net \$1,14 Md — couverture 1,5×
Année 7	\$97 M	\$770 M	\$867 M	\$1,60 Md	résultat net \$1,45 Md — couverture 1,7×
Année 8	\$63 M	\$820 M	\$883 M	\$0,78 Md	résultat net \$1,66 Md — couverture 1,9×
Année 9	\$32 M	\$780 M	\$812 M	\$0	dette intégralement soldée
La Phase 2 (\$2 Md en Année 5) porte son propre échéancier : intérêts seuls Y5-Y7 (\$84 M/an), principal Y8-Y14, intégralement financé par les flux combinés.					

REVENUS CONSOLIDÉS — SEPT CLUSTERS

De \$79 M en Année 1 à \$3,72 Md en Année 10 · Rentabilité atteinte en Année 3

DETTE 3/5



Jalons

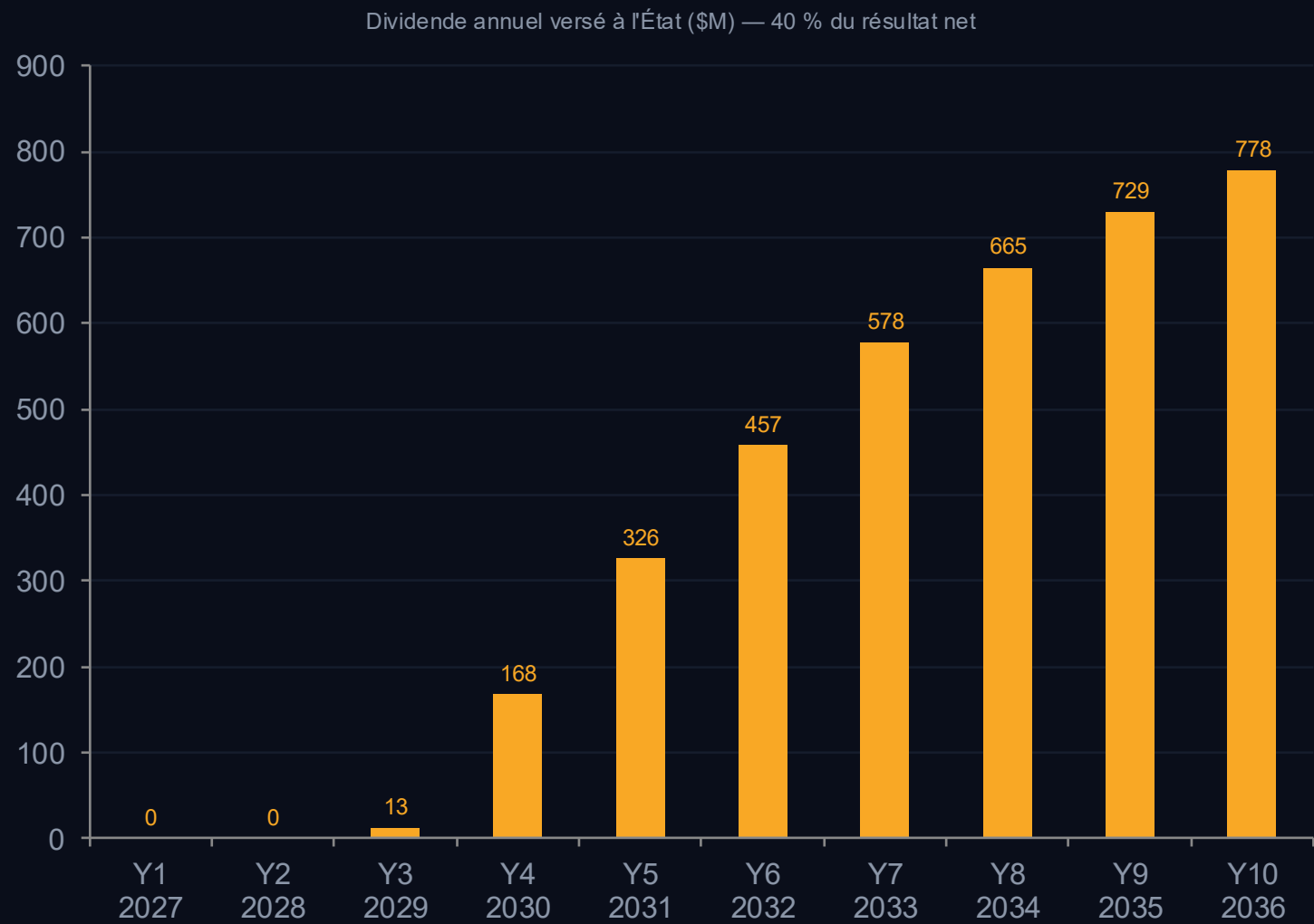
- Y1** \$79 M. Phase de chantiers, intérêts seuls.
- Y3** Rentabilité. Premier dividende \$13 M. Cannabis en ligne.
- Y4** Balance commerciale positive. Grand-Port ouvre.
- Y5** \$2,02 Md. Dividende \$326 M. Déclenchement Phase 2.
- Y7** \$2,99 Md. Le méthanol vert devient 2e contributeur.
- Y9** Dette soldée. Les actifs continuent de produire.
- Y10** \$3,72 Md. Dividende \$778 M. Dette/PIB 43 %.

DIVIDENDES À L'ÉTAT

40 % du résultat net annuel · Versés à partir de l'Année 3 · \$3,71 Md cumulés entre Y3 et Y10



DETTE 4/5



Contexte budgétaire

Recettes de l'État 2026	~\$3,8 Md
Déficit budgétaire 2026	-\$1,47 Md (-9,8 %)
Dividende Année 3	\$13 M (0,3 % des recettes)
Dividende Année 5	\$326 M (6,2 % des recettes)
Dividende Année 7	\$578 M (9,6 % des recettes)
Dividende Année 10	\$778 M (10,5 % des recettes)
Impôt sur les sociétés FGF	\$144 M → \$344 M/an

Les \$3,71 Md de dividendes cumulés avoisinent le montant initialement emprunté de \$3,90 Md.

PHASE 2 — \$2 Md EN ANNÉE 5 (2031)

Conditionnelle, non automatique : libérée seulement si la Phase 1 est rentable et la dette/PIB confirmée en baisse

DETTE 5/5

FGF-POWER \$800 M	Hydrogène vert à l'échelle + éolien offshore porté à 1 500 MW <i>Revenus additionnels à l'horizon 2036 :</i>	+\$350 M/an en Y10
FGF-MARITIME \$500 M	Méthanol 400 kt/an + terminal ammoniac + 2e cale sèche <i>Revenus additionnels à l'horizon 2036 :</i>	+\$310 M/an en Y10
FGF-EXPORT \$400 M	15 bureaux permanents en Afrique + pipeline villes intelligentes <i>Revenus additionnels à l'horizon 2036 :</i>	+\$240 M/an en Y10
FGF-GREEN \$300 M	Cannabis industriel + 20 fermes verticales supplémentaires <i>Revenus additionnels à l'horizon 2036 :</i>	+\$180 M/an en Y10

La Phase 2 ajoute environ \$1,08 Md de revenus annuels · Plafond FGF ~\$4,7 Md/an · Dividendes à l'État au-delà de \$1,3 Md/an · Financée par les flux de la Phase 1

(c) Dev Surveys

30 / 46

LE BASCULEMENT — AVANT / APRÈS

\$3,90 Md investis par le FGF — sept clusters. Ce que cela change, indicateur par indicateur.

RÉSULTATS 1/13

Indicateur	2026	Sans action (2050)	Avec le FGF (2036)	Avec le FGF (2050)
Dette / PIB	88,6 %	88 % et plus	43 %	moins de 25 %
1 USD	Rs 47,80	Rs 96	Rs 37	Rs 27
Exportations (biens + services)	\$9 Md	stagnation	\$25,5 Md	\$54 Md et plus
Électricité renouvelable	21 %	25 % au mieux	74 %	plus de 95 %
Emplois nouveaux	—	aucun	89 400	155 000 et plus
Chômage	5,8 %	en hausse	1,8 %	moins de 1 %
Revenus de l'État issus du FGF	—	aucun	\$778 M/an	\$2,0 Md/an
Factures des ménages	référence	+50 %	-38 %	-50 % et plus

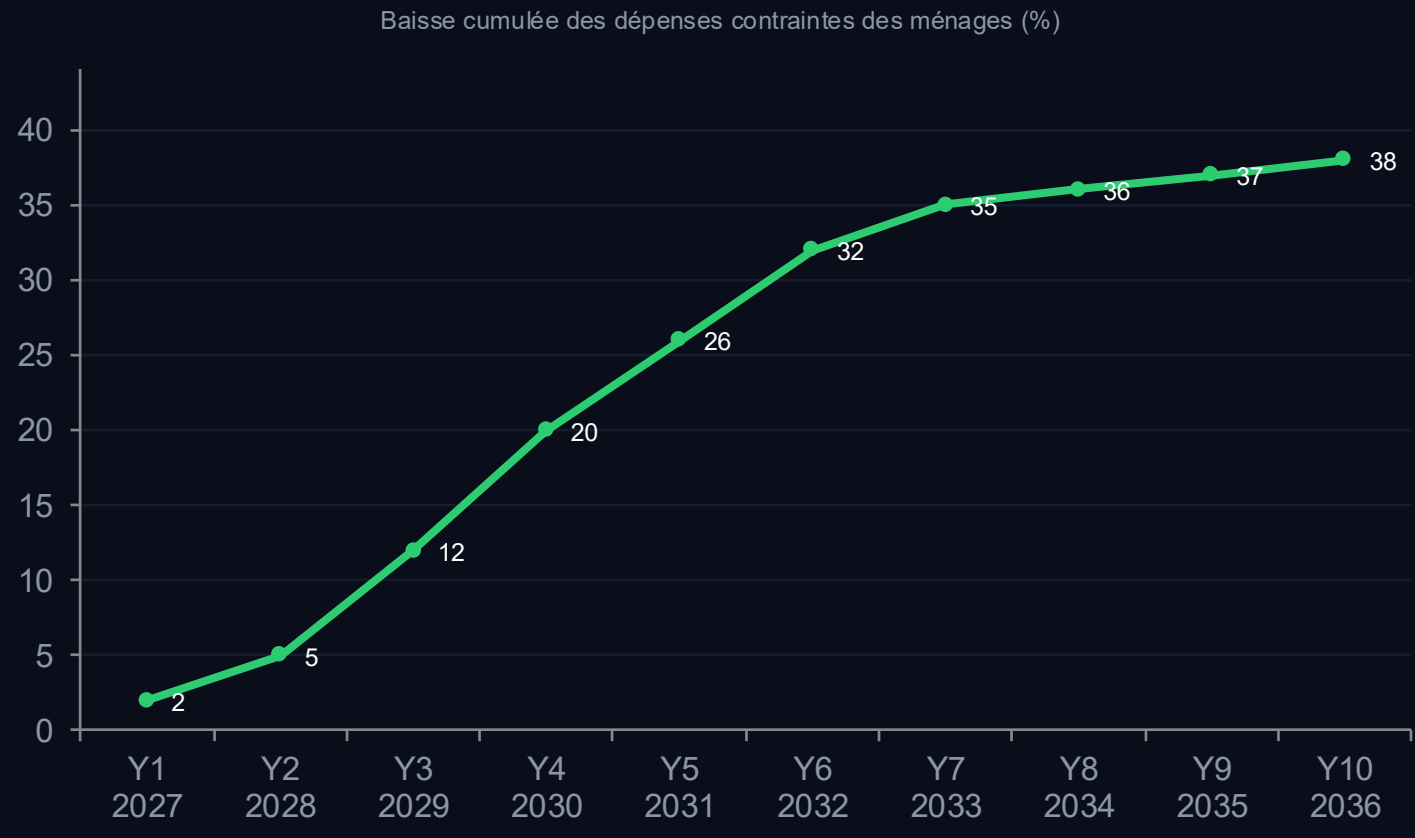
La colonne rouge est ce qui arrive si nous ne décidons rien. Les colonnes bleues et vertes sont ce que produit un investissement de \$3,90 Md.

LES ÉCONOMIES DES MÉNAGES

Électricité, carburant, alimentation : les trois postes qui pèsent le plus sur un budget mauricien.



RÉSULTATS 2/13



ÉLECTRICITÉ

-30 % en Y4

FGF-POWER remplace le charbon et le fioul importés

CARBURANT

-20 % en Y4

transition électrique alimentée par un réseau excédentaire

ALIMENTATION

-18 % en Y5

dix fermes verticales et le pôle bio de Rodrigues

TOTAL MÉNAGE

Rs 5 000 – 8 000

économisés chaque mois dès l'Année 5

Sur une dépense mensuelle de Rs 25 000 à 30 000 pour ces trois postes, une baisse de 26 % représente Rs 6 500 à 7 800 par mois — soit Rs 78 000 à 94 000 par an, sans aucune hausse d'impôt. Facture énergétique nationale : \$1,55 Md (2026) → \$0,15 Md (2036)

(c) Dev Sunnasy 32 / 46

L'EMPLOI ET LES COMPÉTENCES

89 400 emplois d'ici 2036, 155 000 d'ici 2050. Qualifiés, complexes, exportables.



RÉSULTATS 3/13

FGF-POWER	14 500	Ingénierie énergétique, réseau, solaire, marémoteur
FGF-MARITIME	9 000	Soutage vert, réparation navale, registre, académie
FGF-GREEN	8 700	Agronomie, cannabis, fermes verticales, distilleries
FGF-EXPORT	8 500	Informatique, conseil, cybersécurité, Afrique
FGF-BLUE	4 500	Maritime, transformation premium, Grand-Port
FGF-INNOVATE	6 400	IMRA, R&D, technologies, start-up, PME
FGF-TRANSFORM	1 200	Valorisation des déchets, économie circulaire
INDIRECTS / PME	36 600	Chaîne d'approvisionnement, services, essaimage

TOTAL 2036 : 89 400 emplois · 2050 : 155 000 et plus

5,8 % → 1,8 %

TAUX DE CHÔMAGE

en 2036

16,8 % → 3 %

CHÔMAGE DES JEUNES

en 2036

Inversée

L'ÉMIGRATION

la diaspora revient

LA ROUPIE — QUATRE SCÉNARIOS



Toutes les projections de ce dossier retiennent Rs 47/USD, un taux volontairement conservateur.

RÉSULTATS 4/13

Les quatre moteurs d'appréciation : excédent commercial dès l'Année 4 · effondrement de la demande de devises pour l'énergie · réserves de change triplées · prime de risque souverain divisée par deux

Scénario	2030	2036	2050
Optimiste — Phase 2 livrée, hydrogène et cannabis à pleine échelle	Rs 42–43	Rs 30–33	Rs 18–20
SCÉNARIO DE BASE — retenu dans ce dossier	Rs 45	Rs 37	Rs 27
Conservateur — retards, livraison partielle des clusters	Rs 47–49	Rs 41–44	Rs 32–36
Sans FGF — poursuite de la tendance historique de -3,1 %/an	Rs 54–55	Rs 64–67	Rs 96–100

À Rs 37 (base 2036) contre Rs 64 sans action : le service de la dette en dollars coûte Rs 27 de moins par dollar · le panier importé d'un ménage est 42 % moins cher · l'inflation importée est structurellement contenue. EUR/MUR : Rs 52 (2026) → Rs 43 (2036) → Rs 32 (2050).

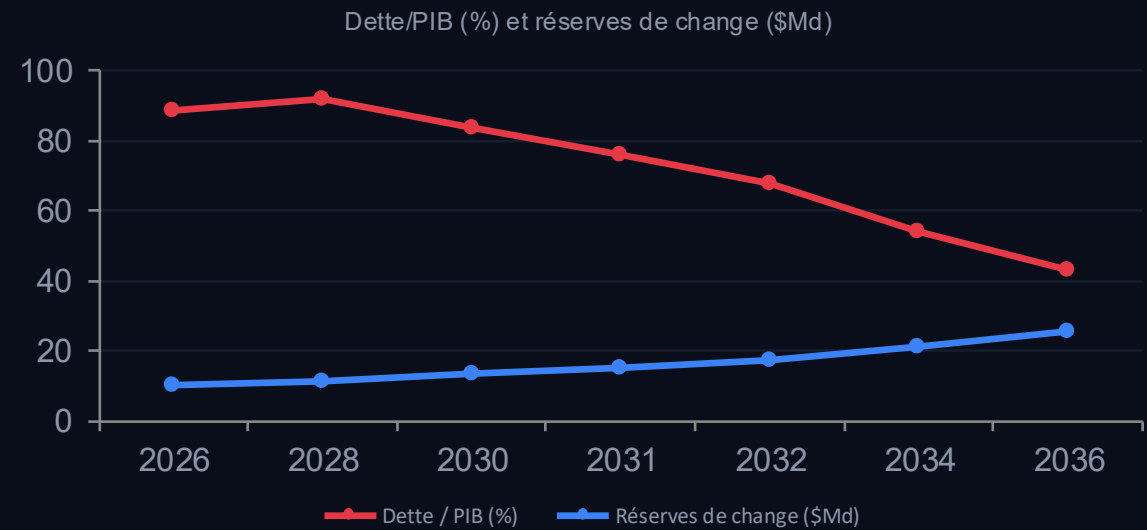
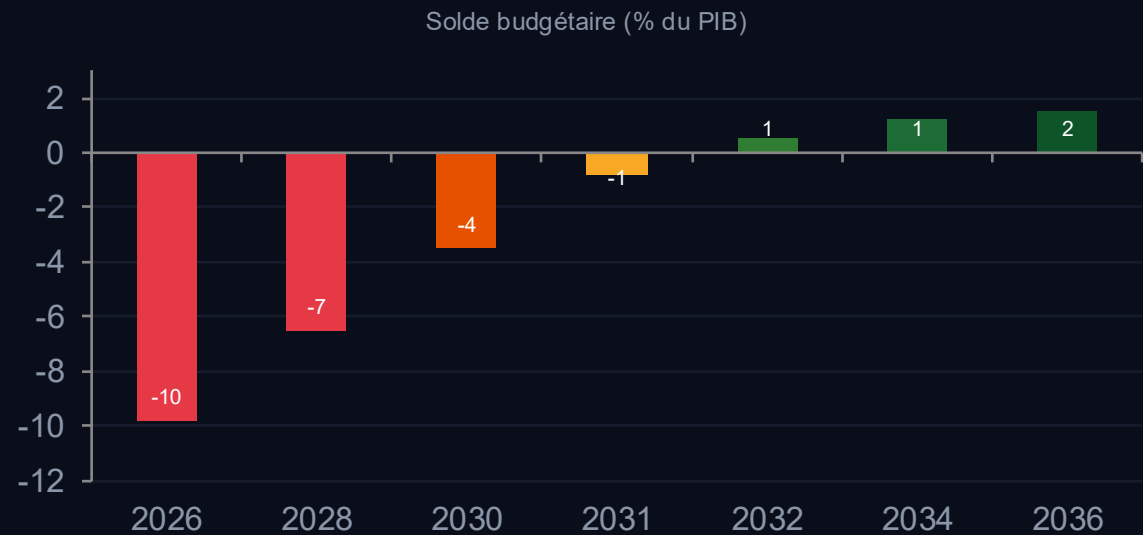
(c) Dev Sunnasy 34 / 46

LES FINANCES DE L'ÉTAT



Déficit → excédent en 2032 · Dette/PIB divisée par deux · Réserves de change multipliées par 2,5

RÉSULTATS 5/13



Indicateur	2026	2028	2030	2031	2032	2033	2034	2036
Recettes de l'État (\$Md)	3,8	4,1	4,8	5,3	5,6	6,0	6,5	7,0
Dividendes FGF (\$M)	—	—	168	326	457	578	665	778
Impôt sociétés FGF (\$M)	—	—	74	144	202	255	293	344
Part FGF du budget	0 %	0 %	5,0 %	8,9 %	11,8 %	13,9 %	14,7 %	15,2 %
Solde budgétaire (% PIB)	-9,8 %	-6,5 %	-3,5 %	-0,8 %	+0,5 %	+0,8 %	+1,2 %	+1,5 %
Dette / PIB	88,6 %	92 %	84 %	76 %	68 %	61 %	54 %	43 %
Réserves de change (\$Md)	10,3	11,2	13,4	15,1	17,2	19,0	21,0	25,5
Balance commerciale (\$Md)	-2,5	-0,8	+2,9	+6,7	+9,6	+11,8	+14,0	+17,6

La dette/PIB culmine à 92 % en 2028 — pic d'importation des biens d'équipement et tirage complet des \$3,90 Md — puis décroît sans interruption.

(c) Dev Sunnasy

LES RECETTES DE L'ÉTAT — LA BASE OFFICIELLE



Budget 2026-2027, Ministère des Finances · Rs 235 510 M de recettes totales · Notre prévision part de ces chiffres, pas d'estimations

RÉSULTATS 6/13

Structure des recettes — exercice 2026/2027 (Rs millions)

Impôts sur les biens et services <i>TVA, accises, droits</i>	117 459
Impôts sur les revenus et bénéfices <i>sociétés et particuliers</i>	67 200
Contributions sociales <i>CSG et cotisations</i>	16 035
Revenus de la propriété <i>dont effet Chagos, non récurrent</i>	15 064
Autres impôts et droits <i>propriété, commerce international</i>	13 806
Ventes, amendes, dons, capital <i>recettes diverses</i>	5 946
TOTAL 2026/2027	235 510

Deux anomalies à connaître dans les chiffres officiels

- ### L'effet Chagos gonfle 2026/2027

Les revenus de la propriété bondissent à Rs 15 064 M contre Rs 3 506 M l'année précédente. Ce n'est pas récurrent — la base réelle est plus basse.
- ### Les contributions sociales s'effondrent

De Rs 16 035 M en 2026/27 à Rs 2 760 M en 2027/28, puis Rs 1 770 M. C'est la réforme des pensions, pas une perte de recettes nette.

La trajectoire officielle des recettes, en % du PIB

2024/25	2025/26	2026/27	2027/28	2028/29
25,7 %	26,1 %	27,8 %	26,1 %	24,9 %

Les recettes reculent vers 24,9 % du PIB. Sans nouvelle assiette, l'État ne peut financer davantage qu'en augmentant les taux — c'est précisément ce que le FGF permet d'éviter.

(c) Dev Sunnasy 36 / 46

Trois canaux positifs, un canal négatif qu'il faut assumer et préparer

RÉSULTATS 7/13

1	DIVIDENDES FGF 40 % du résultat net versé à l'État · ligne « Revenus de la propriété »	2030/31 Rs 15,6 Md	2035/36 Rs 37,3 Md	2049/50 Rs 95,8 Md
2	IMPÔT SOCIÉTÉS FGF 15 % sur le résultat avant impôt des sept clusters · ligne « Revenus et bénéfices »	2030/31 Rs 6,9 Md	2035/36 Rs 16,5 Md	2049/50 Rs 43,1 Md
3	FISCALITÉ INDUITE PAR LE PRIVÉ 50 %+ des contrats sous-traités · impôt sociétés, impôt sur le revenu, CSG, TVA	2030/31 Rs 7,9 Md	2035/36 Rs 15,7 Md	2049/50 Rs 31,6 Md
4	ÉROSION DES ACCISES CARBURANTS La facture énergétique passe de \$1,55 Md à \$0,15 Md — l'assiette disparaît	2030/31 -Rs 3,5 Md	2035/36 -Rs 9,0 Md	2049/50 -Rs 12,0 Md

Le canal 3 en détail — chiffre d'affaires privé induit par la sous-traitance (USD)

Origine du chiffre d'affaires privé	2030/31	2035/36	2049/50
Sous-traitance FGF-EXPORT — 80 % des contrats africains	\$1 800 M	\$3 800 M	\$7 800 M
Sous-traitance de l'exploitation des sept clusters	\$347 M	\$612 M	\$1 200 M
Portefeuille des 500+ PME de FGF-INNOVATE	\$250 M	\$500 M	\$1 000 M
Industriels accompagnés par l'IMRA	\$180 M	\$545 M	\$1 000 M
TOTAL — rendement fiscal retenu : 6 %	\$2 730 M	\$5 457 M	\$11 000 M

PRÉVISION DES RECETTES DE L'ÉTAT 2030/31 · 2035/36 · 2049/50



En Rs millions, au taux de Rs 47,90 maintenu constant pour la comparabilité · Base : Budget 2026-2027 du Ministère des Finances

RÉSULTATS 8/13

	FY 2030/31	FY 2035/36	FY 2049/50
A · Recettes tendancielles, sans FGF	274 200	375 100	793 800
B · Dividendes FGF à l'État	+15 600	+37 300	+95 800
C · Impôt sur les sociétés FGF	+6 900	+16 500	+43 100
D · Fiscalité induite par le secteur privé	+7 900	+15 700	+31 600
E · Érosion des accises sur les carburants	-3 500	-9 000	-12 000
TOTAL DES RECETTES AVEC LA FGF	301 100	435 600	952 300
Écart par rapport à la tendance	+9,8 %	+16,1 %	+20,0 %
Équivalent en dollars	\$6,3 Md	\$9,1 Md	\$19,9 Md
Recettes en % du PIB	24,2 %	24,5 %	25,6 %

Le taux de pression fiscale ne bouge pas

Les recettes restent autour de 24,5 % du PIB dans les deux scénarios. L'État encaisse Rs 60 Md de plus en 2035/36 sans augmenter un seul taux d'imposition — c'est l'assiette qui grossit, pas le prélèvement.

Le privé devient le premier contributeur

En 2030/31 le FGF apporte Rs 22,5 Md en direct contre Rs 7,9 Md par le privé. Mais le privé alimente aussi la croissance du PIB qui gonfle la ligne A : son effet total devient majoritaire avant 2040.

Il faut préparer le remplacement des accises

Un pays qui décarbone perd sa taxe sur les carburants. Le Danemark, la Norvège et Singapour y font face. La réponse existe : redevance kilométrique, tarification de la congestion, prélèvement sur la recharge.

LA STRUCTURE DU PIB — 2020 À 2050



Part de chaque secteur dans la valeur ajoutée · Sources 2020 et 2026 : Statistics Mauritius et Banque mondiale · 2031 à 2050 : modèle FGF

RÉSULTATS 9/13

Secteur (% de la valeur ajoutée)	2020	2026	2031	2036	2040	2050
Administration, éducation, santé, autres services	30,1	25,9	24,5	23,4	22,8	22,0
Services financiers et assurance	14,5	13,5	12,8	12,0	11,3	10,5
Industrie manufacturière	12,0	12,5	12,0	11,3	10,6	10,0
Commerce de gros et de détail	12,0	12,0	11,2	10,4	9,9	9,5
Construction et immobilier	12,0	11,0	10,6	10,0	9,7	9,5
Tourisme — hébergement et restauration	1,5	7,0	6,7	6,3	6,0	5,5
Transport et logistique	5,0	6,0	6,1	6,4	6,6	6,8
TIC et services numériques	6,5	5,5	6,1	6,7	7,1	7,8
Énergie et carburants verts	1,8	2,0	4,0	5,7	6,7	7,5
Agro-transformation, cannabis, spiritueux	3,8	3,5	3,9	4,4	4,7	4,9
Ingénierie et services exportés vers l'Afrique	0,3	0,5	1,2	1,9	2,6	3,6
Économie bleue et produits de la mer	0,5	0,6	0,9	1,5	2,0	2,4
DONT LES QUATRE SECTEURS CRÉÉS PAR LA FGF	6,4 %	6,6 %	10,0 %	13,5 %	16,0 %	18,4 %

Une part qui baisse n'est pas un secteur qui recule

Les services financiers passent de 13,5 % à 10,5 % du PIB, mais le PIB quadruple : le secteur passe d'environ \$2,2 Md à \$8,7 Md de valeur ajoutée. Il triple en valeur tout en pesant moins.

2020 rappelle la fragilité du modèle actuel

Le tourisme est tombé à 1,5 % du PIB en une seule année. Une économie adossée à trois piliers — finance, tourisme, commerce — n'a aucun amortisseur quand l'un d'eux s'arrête.

Près d'un cinquième de l'économie en secteurs neufs

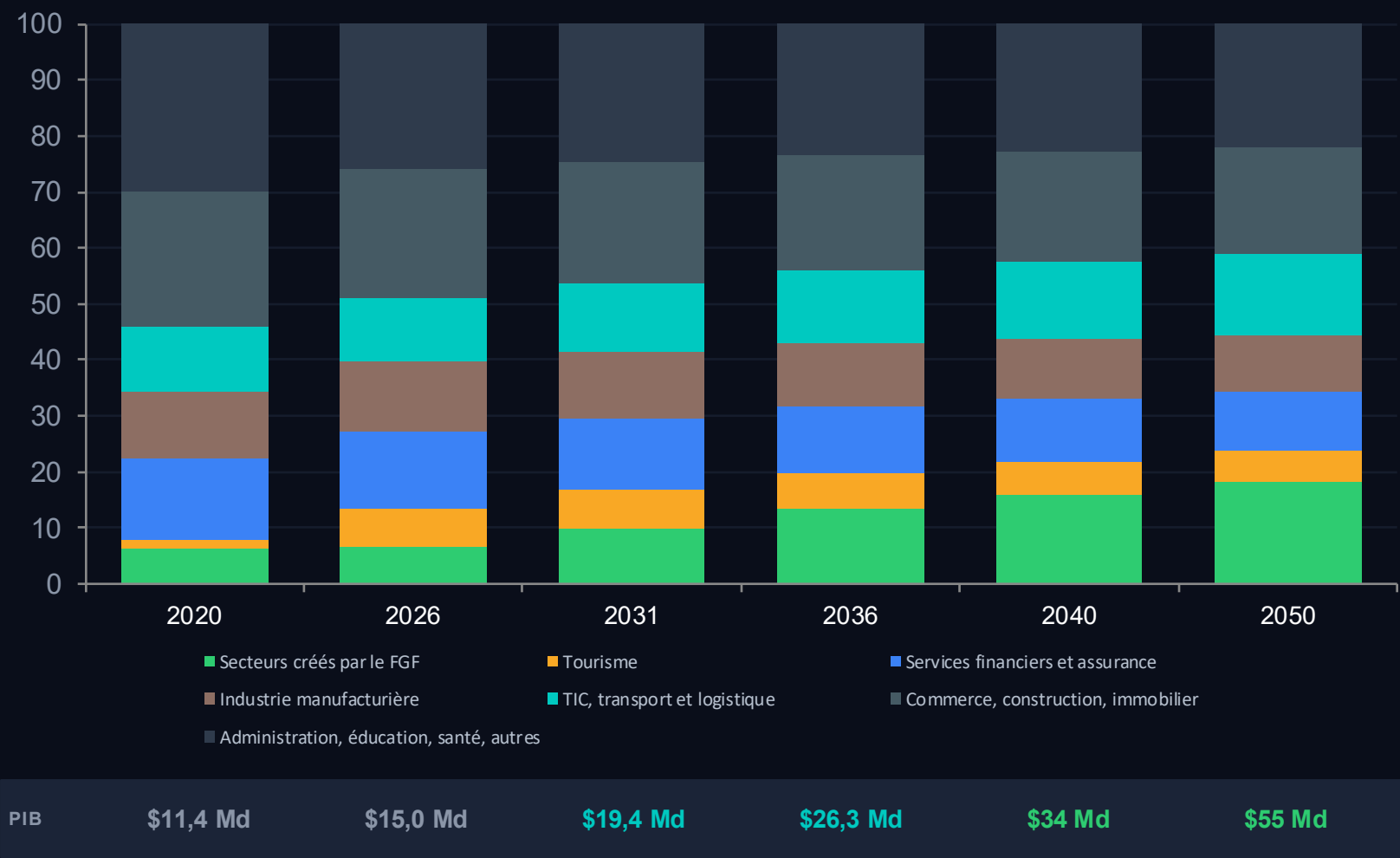
De 6,6 % en 2026 à 18,4 % en 2050. C'est la mesure la plus honnête de la transformation : non pas un PIB plus gros, mais un PIB d'une autre nature.

(c) Dev Sunnasy

LA COMPOSITION DU PIB — EN UN GRAPHIQUE

L'économie ne grossit pas seulement : elle change de nature. Sept grands blocs, six dates, 100 % de la valeur ajoutée.

RÉSULTATS 10/13



Les quatre secteurs créés, en détail



6,6 % → 18,4 %
du PIB dans des secteurs qui
n'existaient pas en 2026

Les parts se lisent sur 100 %, mais le PIB quadruple : un bloc qui rétrécit en pourcentage grossit en valeur.
Les services financiers passent de 13,5 % à 10,5 % — et d'environ \$2,0 Md à \$5,8 Md.

(c) Dev Sunnasy 40 / 46

2036 — LA VIE D'UN MAURICIEN



Famille de quatre personnes, revenu moyen. Ce qui a concrètement changé, dix ans après la décision.

RÉSULTATS 11/13



Rs 5 000 à 8 000 économisés chaque mois

Électricité -30 %, carburant -20 %, alimentation -18 % sur une dépense mensuelle de Rs 25 000 à 30 000. Sans aucune hausse d'impôt.



Les enfants travaillent à Maurice

Ingénieur énergie à Port-Louis, agronome à Rodrigues, développeur sur un contrat kényan, technicienne méthanol à Grand-Port.



La roupie tient : Rs 37 pour 1 USD

Au lieu de Rs 64 sans action. Tout ce qui est importé coûte 42 % moins cher qu'il n'aurait coûté.



Les services publics ne sont plus rationnés

Avec \$778 M de dividendes annuels et un budget excédentaire, l'État finance santé, éducation et pensions sans arbitrages permanents.



Le pays exporte plus qu'il n'importe

\$25,5 Md d'exportations contre \$7,3 Md d'importations. Excédent de \$18,2 Md — une première dans l'histoire du pays.



La famille se reconstitue

La sœur partie à Londres rentre : salaire comparable, coût de la vie inférieur, et les métiers qu'elle cherchait existent désormais.

Aucun de ces bénéfices ne suppose une hausse d'impôt. Tous découlent d'actifs qui produisent.

(c) Dev Sunnasy

41 / 46

2050 — L'HÉRITAGE



Ce que la génération suivante reçoit. Non pas une promesse, mais un patrimoine constitué.

RÉSULTATS 12/13

\$55 Md PIB contre \$15 Md en 2026	\$42 000 PIB PAR HABITANT statut de pays à haut revenu	< 25 % DETTE / PIB souveraineté budgétaire retrouvée	Rs 27 POUR 1 USD contre Rs 96 sans action
---	---	--	--

Un patrimoine, pas une facture	Les \$3,90 Md empruntés ont été remboursés en 2035. Les actifs produisent encore : centrales, terminal de soutage, flotte, usines, fermes, Grand-Port.
\$2,0 Md de dividendes par an, indéfiniment	L'État perçoit chaque année les bénéfices de ses actifs. Cet argent finance les pensions, la santé et l'éducation sans peser sur les salaires.
Une île qui ne dépend plus de personne	Énergie produite ici. Alimentation produite ici. Carburant marin produit ici. Exportations diversifiées vers quatre continents.
Une nation où l'on choisit de rester	155 000 emplois complexes créés. La diaspora est rentrée. Nos enfants n'ont plus à choisir entre leur carrière et leur pays.

LE PAYS EN TROIS DATES 2026 · 2036 · 2050



Tous les indicateurs nationaux, du point de départ à l'héritage.

RÉSULTATS 13/13

Indicateur	2026	2036	2050	Évolution 2026 → 2050
ÉCONOMIE				
PIB nominal	\$15,0 Md	\$26,3 Md	\$55 Md et plus	× 3,7
PIB par habitant	\$11 700	\$20 500	\$42 000 et plus	× 3,6
Indice de complexité économique	~64e	Top 40	Top 20	+44 places
COMMERCE EXTÉRIEUR				
Exportations (biens + services)	\$9,0 Md	\$25,5 Md	\$54 Md et plus	× 6,0
Importations	\$11,5 Md	\$7,5 Md	\$8 Md	-30 %
Balance commerciale	-\$2,5 Md	+\$18,2 Md	+\$44 Md	déficit → excédent
Réserves de change	\$10,3 Md	\$25,5 Md	\$48 Md et plus	× 4,7
FINANCES PUBLIQUES				
Dette publique / PIB	88,6 %	43 %	moins de 25 %	-65 points
Solde budgétaire (% PIB)	-9,8 %	+1,5 %	+2,0 %	déficit → excédent
Revenus du FGF	—	\$3,72 Md/an	\$8 Md/an	création nette
Dividendes FGF à l'État	—	\$778 M/an	\$2,0 Md/an	à perpétuité
ÉNERGIE · EMPLOI · MÉNAGES				
Facture énergétique importée	\$1,55 Md	\$0,75 Md	\$0,25 Md	-84 %
Taux de chômage	5,8 %	1,8 %	moins de 1 %	plein emploi
Emplois nouveaux (cumulés)	—	89 400	155 000 et plus	création nette
Économies mensuelles des ménages	—	Rs 8 000 – 11 000	Rs 12 000 – 15 000	-38 % puis -50 %
Taux de change (1 USD)	Rs 47,80	Rs 37	Rs 27	roupie renforcée

ANNEXE A — LE PIB EN ROUPIES, PUIS EN DOLLARS

La production se mesure en roupies. Le dollar n'est qu'une unité de lecture — et le taux retenu change le chiffre affiché, pas la richesse produite.

ANNEXE 1/2

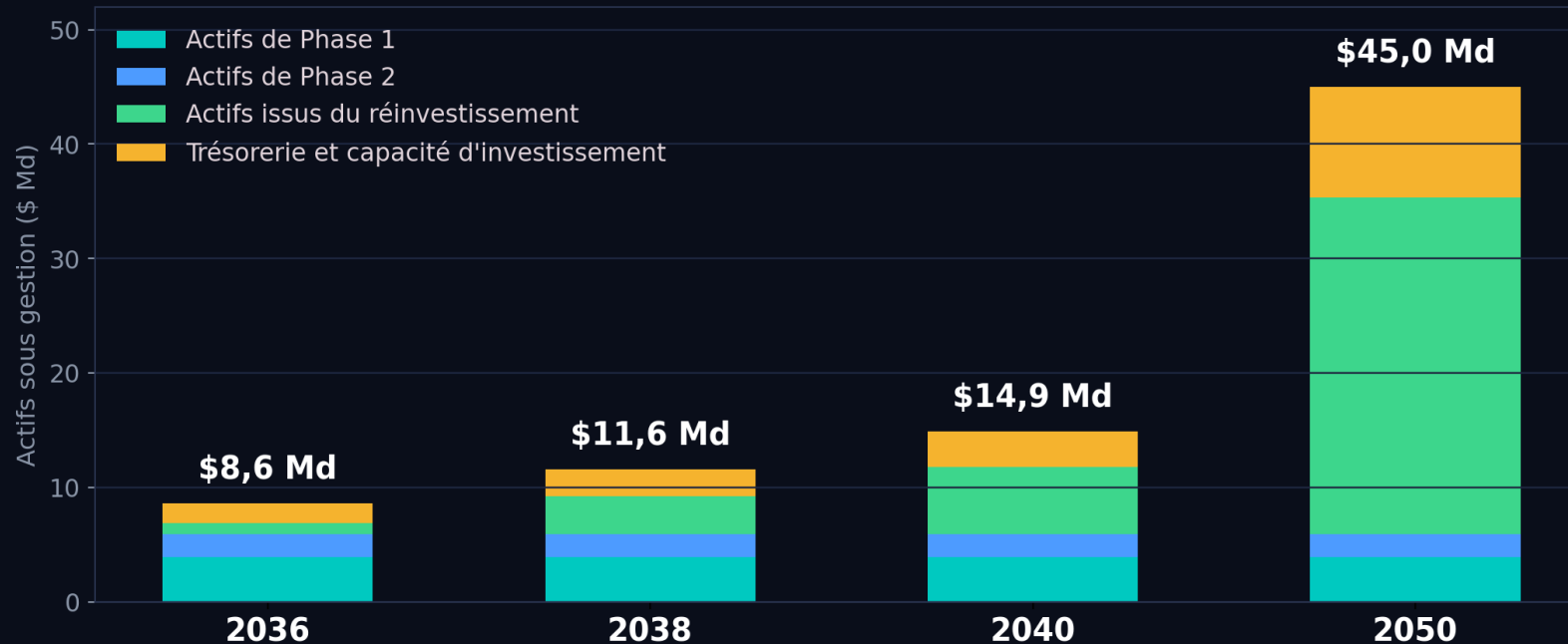
Toutes les valeurs en dollars de ce dossier sont converties au taux fixe de Rs 47 pour 1 USD. Ce taux est volontairement conservateur : il correspond au niveau de 2026 et ignore l'appréciation que le modèle lui-même projette. La base en roupies ci-dessous provient du Budget 2026-2027 du Ministère des Finances jusqu'en 2028/29, puis d'une extrapolation à 6,5 % nominal.

Exercice	PIB en roupies <i>sans FGF</i>	PIB en roupies <i>avec FGF</i>	En dollars <i>à Rs 47</i>	En dollars <i>à Rs 37</i>	Source
2025/26	776,8	776,8	\$16,5	\$21,0	Statistics Mauritius
2026/27	842,9	842,9	\$17,9	\$22,8	Budget 2026-2027
2028/29	979,0	995	\$21,2	\$26,9	Budget 2026-2027
2030/31	1 111	1 236	\$26,3	\$33,4	extrapolation + FGF
2035/36	1 522	1 764	\$37,5	\$47,7	extrapolation + FGF
2039/40	1 960	2 295	\$48,8	\$62,0	extrapolation + FGF
2049/50	3 240	3 767	\$80,1	\$101,8	extrapolation + FGF

Le PIB en roupies est identique dans les deux colonnes de droite : c'est la même production. Seule l'unité de lecture change.
À Rs 47, Maurice affiche \$37,5 Md en 2035/36 ; à Rs 37, le même pays affiche \$47,7 Md — sans avoir produit une roupie de plus.

LES ACTIFS DU FONDS — 2036 À 2050

Ce que le fonds détient, ce qu'il réinvestit, et la capacité d'investissement qu'il accumule.



PATRIMOINE

2036

\$8,6 Md

Dette soldée. Le fonds devient épargnant.

2040

\$14,9 Md

Le réinvestissement dépasse la Phase 1.

2050

\$45,0 Md

Dont \$9,7 Md de capacité d'investissement.

40 % du résultat net va à l'État, 50 % est réinvesti, l'amortissement renouvelle les actifs.

Il reste 10 % par an, placé à 5 % — c'est ce qui construit la capacité d'investissement future.

La trésorerie disponible, année par année

2036	2038	2040	2050
\$1 739 M	\$2 359 M	\$3 105 M	\$9 675 M
6,6 % du PIB	7,8 %	9,1 %	17,6 %

Les \$3,90 Md empruntés sont remboursés en 2035. Les actifs, eux, produisent encore — et le fonds en achète de nouveaux chaque année.

ANNEXE B — LA SIMULATION À Rs 37



Même économie, même production, deux unités de lecture · Et la comparaison honnête avec le scénario sans FGF, à son propre taux

ANNEXE 2/2

LECTURE CONSERVATRICE	
Rs 47 pour 1 USD	
taux de 2026 maintenu	
PIB en 2035/36	\$37,5 Md
par habitant	\$29 530
PIB en 2049/50	\$80,1 Md
par habitant	\$63 070

LECTURE DU MODÈLE	
Rs 37 pour 1 USD	
appréciation projetée en 2036	
PIB en 2035/36	\$47,7 Md
par habitant	\$37 560
PIB en 2049/50	\$101,8 Md
par habitant	\$80 160

SANS FGF — SON PROPRE TAUX	
Rs 64 en 2036, Rs 96 en 2050	
dépréciation tendancielle	
PIB en 2035/36	\$23,8 Md
par habitant	\$18 740
PIB en 2049/50	\$33,8 Md
par habitant	\$26 610

D'où vient la progression en dollars, 2026 → 2036 (lecture à Rs 37)

Croissance réelle
+5,0 % par an
production, emplois, exportations — la seule composante qui crée de la richesse

Effet prix
+3,4 % par an
déflateur du PIB, cohérent avec la cible d'inflation de la Banque de Maurice

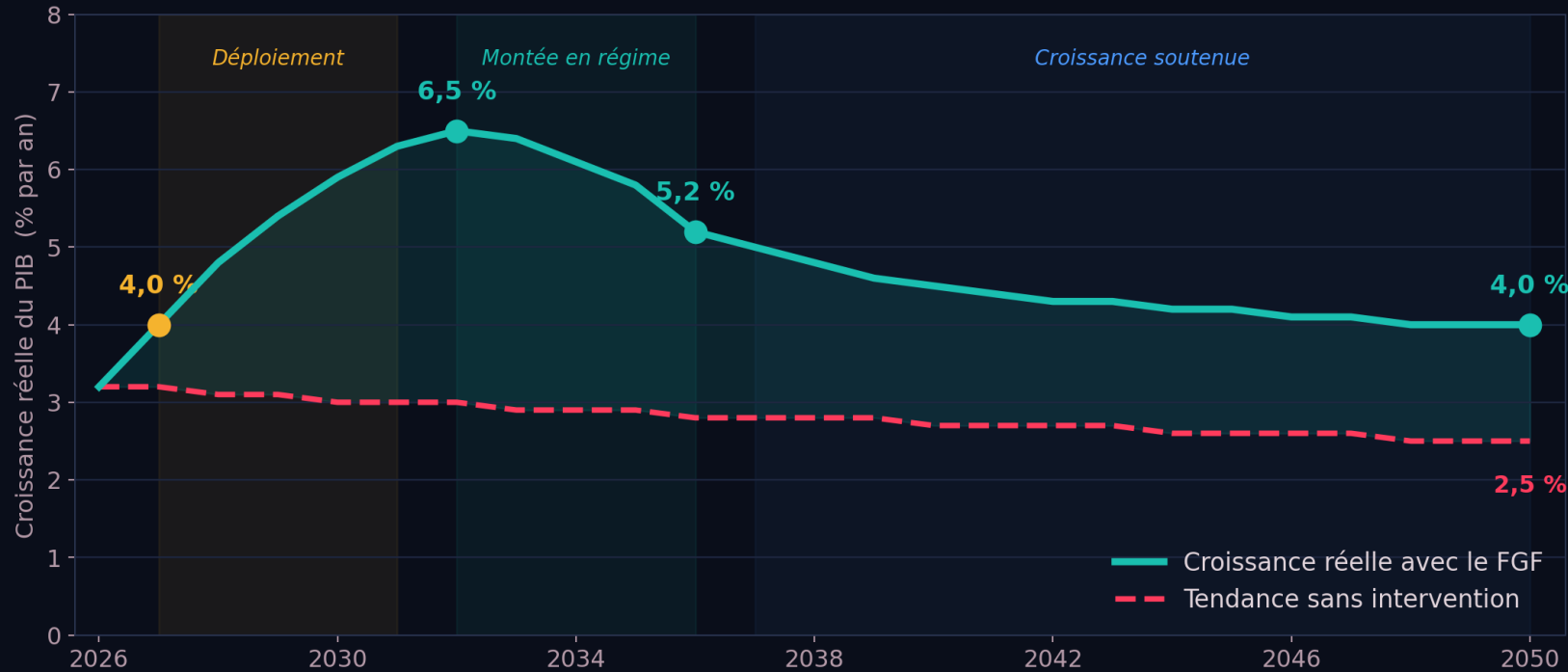
Effet de change
+2,4 % par an
appréciation de Rs 47 à Rs 37 — pouvoir d'achat, pas production

Total en dollars
+11,2 % par an
soit \$16,5 Md en 2025/26 → \$47,7 Md en 2035/36

Deux tiers de la progression viennent de la production et des prix, un tiers du change. Présenter cette décomposition rend le chiffre vérifiable — et donc défendable devant le FMI ou une agence de notation.

LA CROISSANCE — 2027, 2036, 2050

Croissance réelle du produit intérieur brut, hors effet prix et hors effet de change. Ce que le pays produit réellement en plus, chaque année.



CROISSANCE

2027

4,0 %

Les chantiers démarrent. Rs 18,7 Md par an injectés dans les entreprises mauriciennes.

2036

5,2 %

Les sept chantiers produisent. La dette est soldée depuis un an.

2050

4,0 %

Rythme soutenu sans plan de relance. C'est le niveau d'une économie diversifiée.

MOYENNES SUR LA PÉRIODE

2027-2036	5,6 %
2037-2050	4,3 %
Sans intervention	2,8 %

D'où vient cette croissance

Les chantiers eux-mêmes

\$1,95 Md dépensés auprès d'entreprises mauriciennes sur cinq ans, soit 2,4 % du PIB par an

L'énergie moins chère

Électricité -30 %, ce qui abaisse le coût de production de toute l'industrie

Les nouveaux secteurs

Énergie, méthanol vert, produits de la mer, cannabis, ingénierie africaine : 18,4 % du PIB en 2050

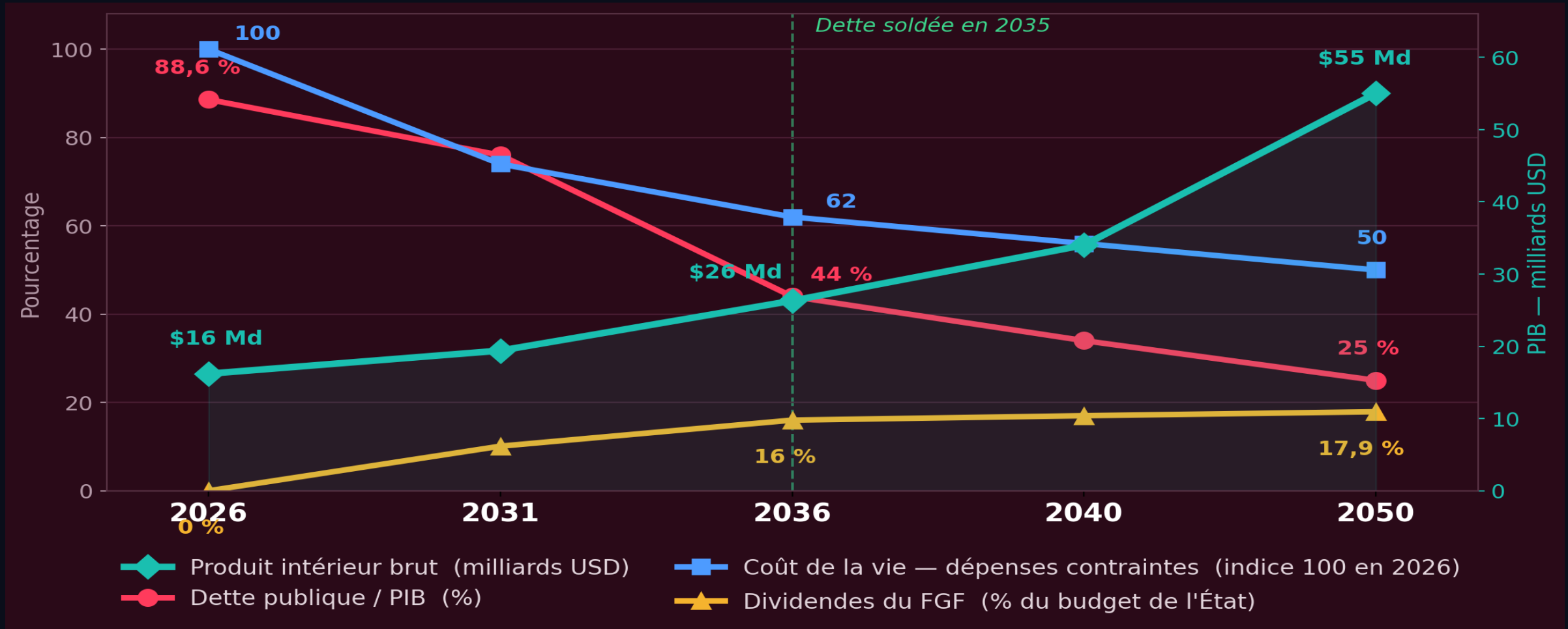
Les PME qui montent

De 40 % à 55 % du PIB, et 62 000 emplois créés dans le secteur privé

LA TRAJECTOIRE EN UN GRAPHIQUE

Quatre indicateurs, vingt-quatre ans. Deux courbes qui montent, deux qui descendent — et c'est exactement ce qu'il faut.

SYNTHÈSE



CE QUI MONTE

Le PIB passe de \$16 à \$55 Md. Les dividendes du FGF financent 17,9 % du budget de l'État en 2050 — sans un impôt de plus.

CE QUI DESCEND

La dette passe de 88,6 % à moins de 25 % du PIB. Le coût de la vie des ménages est divisé par deux.

- **Introduction en bourse pour tout Mauricien**
- **Capitalism (Stakeholder + Shareholder + State) - mixt**
- **Interessement sur Profits**
- **Budget for Arts/ Culture, Sports, Pensions, Health (AI)...**
- **Esperance**

L'ENGAGEMENT

INVESTIR AUJOURD'HUI.
TRANSFORMER DEMAIN.
PROSPÉRER POUR TOUJOURS.

Dette / PIB

88,6 % → 43 %

Exportations

\$9 Md → \$25,5 Md

Emplois nouveaux

89 400 d'ici 2036

Dividende à l'État

\$778 M/an, à perpétuité



THANK YOU.